

**MC/2113**

Original: anglais  
7 avril 2003

**QUATRE-VINGT-SIXIEME SESSION**

---

**RAPPORT FINANCIER**

**DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

---

Ce document est soumis pour la centième session du Comité exécutif en juin 2003.

<b><u>TABLE DES MATIERES</u></b>	<b><u>Page</u></b>
Principales données financières	2
Arrière-plan organisationnel	5
Etat de l'actif, du passif et des fonds	10
Etat des recettes et des dépenses– Programme administratif	11
Etat des recettes et des dépenses – Programmes d'opérations	13
Notes concernant les états financiers	14
 <u>Appendices</u>	
Appendice 1 - Programme administratif- Contributions assignées	18
Appendice 2 - Programme administratif- Contributions assignées restant dues	20
Appendice 3 - Programmes d'opérations – Etats des recettes et des dépenses par service et par région	21
Appendice 4 - Dépenses administratives et de personnel par pays	22
Appendice 5 - Fonds de prêt aux réfugiés	24
Appendice 6 - Programmes de dédommagement	26
Appendice 7 - Compte d'opérations d'urgence	28
Appendice 8 - Fonds de migration pour le développement	29
Appendice 9 - Fonds de dotation Sasakawa	30
Appendice 10 - Fonds de réponse rapide pour les transports	31
Appendice 11 - Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaire FONAPAZ	32
Appendice 12 - Liste des contributions volontaires par donateur – Programmes d'opérations	34
Appendice 13 - Liste des contributions volontaires par donateur et par programme – Programmes d'opérations	35
Appendice 14 - Opinion des vérificateurs externes des comptes	46
Appendice 15 - Fonds détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel	47

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES****Aperçu général**

2002 a de nouveau été une année d'expansion pour l'OIM. Sept nouveaux Etats Membres ont adhéré à l'Organisation, faisant ainsi passer le nombre total des Membres à 98 au 31 décembre 2002, contre 91 à la même date de l'année précédente. En 2002, 7 nouveaux bureaux extérieurs ont été ouverts, plus de 200 nouvelles activités de projet ont démarré et le nombre de membres du personnel est passé de 2.758 à 3.413. Cette croissance, directement liée aux besoins de mise en œuvre des projets, s'est surtout vérifiée sur le terrain. Le total des dépenses a considérablement augmenté en 2002, totalisant 372,6 millions de dollars pour l'ensemble des programmes administratif et d'opérations, comme résumé ci-dessous:

<b>Dépenses</b>	<b>2002 USD (en millions)</b>	<b>2001 USD (en millions)</b>
Programme administratif	23,0	21,0
Programmes d'opérations	<u>349,6</u>	<u>252,2</u>
<b>Total des dépenses pour l'exercice</b>	<b><u>372,6</u></b>	<b><u>273,2</u></b>

L'expansion des activités de l'Organisation a constitué un défi majeur en termes de gestion et de contrôle financier en ce sens que les ressources essentielles – humaines et financières – ont été sollicitées au maximum pour assurer la couverture d'une base de projets de plus de plus dispersée, parfois dans des régions du monde ayant récemment traversé une période de conflits et parmi les plus inhospitalières. En 2002, l'OIM a continué d'appuyer les opérations d'urgence en Afghanistan, en Guinée, en Sierra Leone, en Inde et dans le Pacifique Sud, opérations qui ont exigé une gestion stricte susceptible de permettre l'adaptation à des conditions évoluant rapidement sur le terrain. L'Organisation a également continué à transférer à Manille certaines fonctions liées à la technologie de l'information et à l'administration par souci de concilier la croissance de l'Organisation avec les ressources administratives actuelles.

En dépit de la persévérance de l'Administration pour tenter de maintenir les deux parties du budget sous contrôle financier strict, il n'a pas été possible d'éviter un déficit en 2002 dans l'une et l'autre parties. Dans la partie administrative, ce déficit était dû pour l'essentiel à l'augmentation de la provision pour créances douteuses, tandis que dans la partie opérationnelle, il était dû au manque de fonds destinés à couvrir les dépenses liées à certaines opérations d'urgence, ainsi que les dépenses administratives et de personnel. Les détails de ce déficit sont donnés dans les chapitres respectifs ci-après.

**Programme administratif**

Le budget approuvé pour le programme administratif est resté à 35.763.000 francs suisses, soit le même niveau en 2002 qu'en 2001. Grâce à un contrôle strict, l'Administration a pu contenir les dépenses dans la limite des allocations prévues, exception faite d'une légère dépense excédentaire de 56.346 francs suisses (soit moins de 0,20 % du budget total approuvé).

Comme décidé à la session du Conseil de l'automne 2001, un montant d'1 million de francs suisses a été alloué pour la décentralisation des services d'élaboration des projets à Manille et pour les besoins en matière de technologie de l'information. Sur ce montant, une somme de 729.615 francs suisses a été dépensée en 2002 et une autre de 270.385 francs suisses a été affectée en vue d'être utilisée en 2003.

Suite au non-paiement de leurs arriérés par certains Etats Membres en 2002, il a fallu procéder cette fois encore à une augmentation de la provision pour créances douteuses, qui atteint à présent 805.785 francs suisses, contre 728.704 en 2001. Les contributions assignées restant dues pour 2001 et les années précédentes ont augmenté, passant de 4.102.632 francs suisses au 31 décembre 2001 à 4.908.417 francs suisses au 31 décembre 2002. Les contributions assignées des sept nouveaux Etats Membres en 2002 se sont élevées à 489.255 francs suisses. Compte tenu de ces postes extraordinaires et non budgétisés entraînant une dépense nette de 316.530 francs suisses, et aussi de l'excédent reporté de 2001, à hauteur de 14.641 francs suisses, le résultat final est un déficit de 358.235 francs suisses à la fin de l'exercice 2002. Ce déficit sera reporté sur 2003.

Il faut également noter qu'à la fin de décembre 2002, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 7.130.255 francs suisses. Un nombre limité d'Etats Membres sont redevables de la majeure partie de cette somme impayée (voir en appendice 2 la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2002).

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)****Programmes d'opérations**

Les dépenses dans le cadre des opérations ont été considérablement plus élevées qu'en 2001. Avec la complexité accrue des activités, notamment dans le cadre de vastes opérations d'urgence, et avec l'accroissement du nombre des projets en cours, la gestion financière a dû être renforcée, de même que les efforts déployés pour mobiliser des fonds. Toutefois, un petit nombre de projets, traitant pour l'essentiel d'opérations d'urgence, n'ont pas été intégralement financés comme on aurait pu l'espérer. De plus, certaines dépenses administratives et de personnel n'ont pas été entièrement couvertes par les ressources budgétisées mais ont été financées par le biais des obligations contractuelles et par le niveau accru des opérations. Ces dépenses non prévues et non budgétisées ont entraîné un déficit total de 730.086 dollars. Ce montant a été reporté sur 2003. En outre, comme décidé par le Conseil en décembre 2002, un montant de 1.069.851 dollars a également été reporté au titre de la redevance de l'UNSECOORD. Ce montant sera financé à l'aide des revenus additionnels découlant de l'augmentation du taux de la commission sur frais généraux, qui est passé de 9,5 % à 12 %. En conséquence, le montant total reporté sur 2003, qui correspond au montant cumulé de la redevance de l'UNSECOORD et des déficits enregistrés dans le cadre des projets comme au niveau des dépenses administratives et de personnel, s'élève à 1.799.937 dollars.

En 2002, 514.493 mouvements ont été effectués avec l'aide de l'OIM, ce qui représente une augmentation de 316.093 mouvements par rapport au niveau de 2001 qui était de 198.400. La principale raison de cet accroissement tient à l'aide aux déplacements apportée aux réfugiés afghans et aux p.d.i., totalisant 335.604 mouvements. En 2002, les mouvements effectués au titre du programme de réinstallation aux Etats-Unis ont continué de décliner d'environ 24.000 (soit 44 %), sous l'effet essentiellement des contraintes sécuritaires supplémentaires imposées à la suite des événements du 11 septembre 2001.

La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2002 (MC/2082) prévoyait un budget de 420,6 millions de dollars pour 2002, sur la base des informations disponibles à l'époque. Les dépenses réelles dans le cadre des programmes d'opérations, qui se sont établies à 349,6 millions de dollars ont été inférieures de 71 millions aux estimations. Cela s'explique pour l'essentiel par le retard pris dans les versements d'indemnités au titre du Programme allemand de dédommagement du travail forcé (37 millions de dollars) et du Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (25 millions de dollars). Dans le cadre du service des mouvements, les niveaux budgétaires inférieurs à ce qui avait initialement été prévu dans le cadre du Programme de réinstallation aux Etats-Unis (25 millions de dollars) ont été compensés par une expansion des activités dans le cadre du transfert sélectif des migrants irréguliers en attente de départ pour l'Australie (27 millions de dollars).

Le total des dépenses administratives et de personnel s'est accru de 24,6 millions de dollars, passant ainsi de 85,3 millions en 2001 à 109,9 millions en 2002. Cette hausse s'explique essentiellement par une modification intervenue dans la combinaison des projets réalisés par l'OIM, où l'accent à moins été mis qu'en 2001 sur les transports. Bon nombre des activités entreprises en 2002 relevaient davantage des programmes à forte intensité de travail que des programmes traditionnels de transport, dans lesquels le volet des transports internationaux correspond à une dépense majeure.

Les dépenses directes ont elles aussi considérablement augmenté, passant de 166,9 millions en 2001 à 239,8 millions de dollars en 2002, soit une augmentation de 72,9 millions de dollars. Ceci s'explique principalement par le paiement des indemnités au titre du Programme allemand de dédommagement du travail forcé (57,8 millions de dollars en 2002, contre 5,6 millions de dollars en 2001) et par une augmentation des services de sous-traitance dans le cadre de la prise en charge des migrants irréguliers en attente de leur départ pour l'Australie (19 millions de dollars).

Le total des dépenses par région dans le cadre des programmes d'opérations est résumé ci-dessous:

	<b>2002 USD (en millions)</b>	<b>2001 USD (en millions)</b>
<b>Programmes d'opérations- Dépenses par région</b>		
Afrique et Moyen-Orient	32,7	41,1
Amériques	32,2	32,4
Asie et Océanie	108,4	50,6
Europe	164,9	122,2
Activités d'envergure mondiale et dépenses administratives et de personnel couvertes par les revenus discrétionnaires	<u>11,4</u>	<u>5,9</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>349,6</u></b>	<b><u>252,2</u></b>

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)**

Les fluctuations de dépenses les plus importantes, par région, sont les suivantes:

- La diminution d'activités de 8,4 millions de dollars en 2002 pour la région **Afrique et Moyen-Orient** reflète pour l'essentiel la diminution des activités de réinstallation de réfugiés (5,7 millions de dollars), et la diminution des activités dans le cadre de l'opération d'urgence en Guinée et au Congo (4,5 millions de dollars) partiellement compensées par les nouvelles activités en Sierra Leone (2,1 millions de dollars).
- L'augmentation conséquente des dépenses pour la région **Asie et Océanie**, à hauteur de 57,8 millions de dollars, s'explique par la participation de l'Organisation au transfert sélectif des migrants irréguliers du Pacifique en attente de départ pour l'Australie
- L'augmentation des dépenses pour la région **Europe**, à hauteur de 42,7 millions de dollars est due pour l'essentiel à l'accroissement des activités dans le cadre des programmes de dédommagement (53 millions de dollars), en partie compensé par une nouvelle diminution du niveau des opérations au Kosovo (15 millions de dollars).
- L'augmentation dans le cadre des **activités d'envergure mondiale et des dépenses administratives et de personnel financées par les revenus discrétionnaires** reflète pour l'essentiel le reclassement de la catégorisation des projets. En outre, cette augmentation reflète un grand nombre de nouvelles petites activités de projets et la redevance de l'UNSECOORD pour 2002 à hauteur de 1,1 million de dollars.

Le total des dépenses, par service, dans le cadre des programmes d'opérations, se résume comme suit:

	<b>2002</b> <b>USD</b> (en millions)	<b>2001</b> <b>USD</b> (en millions)
<b>Programmes d'opérations – Dépenses par service</b>		
Mouvements	125,4	98,6
Migration et santé	10,1	10,0
Coopération technique en matière de migration	84,4	85,5
Retours volontaires assistés	34,1	26,8
Information de masse	2,9	1,6
Lutte contre la traite des êtres humains	7,0	4,5
Migration de main-d'œuvre	1,8	
Programmes de dédommagement	72,4	17,6
Appui aux programmes de caractère général et effectifs et services financés par les revenus discrétionnaires	<u>11,5</u>	<u>7,6</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>349,6</u></b>	<b><u>252,2</u></b>

Les fluctuations de dépenses les plus notables, par service, sont les suivantes:

- L'augmentation des **Mouvements** (26,8 millions de dollars) est essentiellement due à la prise en charge des migrants du Pacifique en attente de départ pour l'Australie (35,1 millions de dollars), en partie compensée par une nouvelle réduction des dépenses dans le cadre des programmes de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis (7,3 millions de dollars).
- L'augmentation dans le cadre des **Retours volontaires assistés** (7,3 millions de dollars) est essentiellement due à l'accroissement des retours en Afghanistan en 2002 (4,6 millions de dollars).
- L'augmentation des activités de **Lutte contre la traite des êtres humains** est due à l'expansion des activités dans les Balkans, au Nigéria et dans la région du Mékong.
- Les dépenses dans le cadre des **Programmes de dédommagement** ont considérablement augmenté en raison du fait que 59,2 millions de dollars d'indemnités ont été versés en 2002.
- L'augmentation des dépenses dans le cadre de l'**Appui aux programmes de caractère général et des dépenses administratives et de personnel financées par les revenus discrétionnaires** est expliquée ci-dessus sous le titre **Activités d'envergure mondiale**.

## ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL

### CONSTITUTION ET GOUVERNANCE

L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Un certain nombre d'amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989 et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. L'Organisation comptait 98 Etats Membres au 31 décembre 2002, contre 91 à la fin de 2001.

Les organes de l'Organisation sont le Conseil, le Comité exécutif et l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif qui compte en ce moment 16 Etats Membres élus pour deux ans, supervise les politiques, les opérations et la gestion de l'Organisation. Le Sous-Comité du budget et des finances, où siègent l'ensemble des Membres, se réunit deux fois par an pour débattre des questions budgétaires et financières.

L'Administration, comprenant un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif peut-être déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction des services de l'Organisation conformément à la Constitution et aux politiques et décisions du Conseil et du Comité exécutif. Le Directeur général est le chef de secrétariat de l'Organisation et est élu par le Conseil pour une durée de 5 ans.

### BUTS ET FONCTIONS

L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société, et elle agit avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de: contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration; promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration; veiller au respect de la dignité humaine et au bien-être des migrants.

Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont:

- de prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée;
- de s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir;
- de fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation;
- de fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti;
- d'offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, une tribune pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

## ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

### STRUCTURE

L'OIM est dotée d'une structure organique fonctionnelle qui répond à une approche privilégiant la prise en compte des défis migratoires par les différents services constitués à cet effet et la mise en œuvre de ses activités sur cette base. En 2002, on dénombrait sept services: Mouvements, Migration et santé, Coopération technique en matière de migration, Retours volontaires assistés, Information de masse, Lutte contre la traite des êtres humains et Migration de main-d'œuvre, à quoi s'ajoutaient les programmes de dédommagement ainsi que l'Appui aux programmes de caractère général. Ces services définissent les principaux secteurs d'élaboration de projets et chaque projet de l'OIM relève de l'un de ces services. Les bureaux de l'OIM sont structurés comme suit:

#### Missions à fonctions régionales (MFR)

On compte sur l'ensemble du globe 19 bureaux extérieurs désignés comme missions à fonctions régionales (MFR). Les MFR fonctionnent en tant que centres de ressources et de soutien pour les missions de pays et les missions poursuivant un objectif spécifique dans la région, et mettent à leur disposition des connaissances opérationnelles spécialisées pour les aider dans l'élaboration et la mise en œuvre de projets. Il s'agit d'une méthode rentable de partage des ressources et des connaissances existantes entre les missions et au sein des régions, notamment dans le cas des missions plus petites qui ne disposent pas des moyens financiers et des ressources nécessaires. De cette façon, malgré la décentralisation géographique, la cohérence de l'approche est assurée dans l'ensemble de l'Organisation. Les MFR assurent en outre la flexibilité structurelle autorisant le déploiement rapide et temporaire d'experts, par exemple pour entreprendre des missions d'évaluation durant la planification de nouveaux projets, ou pour contrôler et mieux orienter la mise en œuvre d'activités de projets dans d'autres missions disposant de ressources moindres.

#### Missions de pays

L'OIM compte un réseau mondial de plus de 165 missions de pays – en ce compris les bureaux auxiliaires – chargées de réaliser ses projets. La plupart de ces missions dépendent sur le plan financier des fonds des projets qu'elles mettent en œuvre.

#### Missions poursuivant un objectif spécifique

Un certain nombre de missions poursuivant un objectif spécifique sont créées pour des durées relativement courtes, principalement pour assurer des opérations d'urgence ou fonctionner comme bureau auxiliaire d'une mission de pays.

#### Siège

Bureau du Directeur général – Le Bureau du Directeur général est composé du Directeur général et du Directeur général adjoint, tous deux élus par le Conseil pour une durée de 5 ans. C'est le Bureau du Directeur général et le Chef de cabinet qui disposent de l'autorité constitutionnelle de gérer l'Organisation et déploient des activités relevant du mandat de celle-ci en formulant des politiques cohérentes et en veillant à ce que l'élaboration des programmes s'accorde bien avec les priorités stratégiques. En plus des grands piliers brièvement présentés ci-dessous, plusieurs fonctions clés de l'Organisation sont liées au Bureau du Directeur général, à savoir le Service juridique, l'Unité Médias et information, le Secrétariat des réunions et le Bureau de l'Inspecteur général.

Services de gestion des migrations – Ce département met au point les politiques et les programmes au niveau de tous les services d'opérations de l'OIM à l'intention des Etats Membres et offre ses conseils et ses compétences spécialisées aux bureaux extérieurs de l'OIM et aux autres unités fonctionnelles quant à la politique, l'élaboration et la mise en œuvre des programmes. Il veille à ce que la planification et l'élaboration des projets soient bien conformes aux buts et aux objectifs de l'Organisation, tout en explorant de nouvelles voies susceptibles d'aider les gouvernements et d'assister les autres organisations internationales dans leurs efforts de renforcement des pratiques de gestion des migrations.

Relations extérieures – Le Département des Relations extérieures apporte son soutien au niveau des relations générales de l'Organisation avec les Etats Membres et observateurs, et autres Etats, ainsi qu'avec les organisations internationales et non gouvernementales. Il est responsable du renforcement de la coopération avec les autres organisations internationales et de la mise en place d'un cadre approprié pour assurer la cohérence de l'approche de l'OIM par rapport à celle de ses organisations partenaires – l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales, ainsi que des organisations non gouvernementales. Ce département est également responsable des activités de recherche et de publication.

Appui aux programmes – Le Département de l'Appui aux programmes est composé de trois unités – Relations avec les donateurs, Situations de crise et d'après-conflit, et Suivi des projets – et assiste le Directeur général dans ses décisions concernant les opérations au niveau mondial.

### **ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)**

Appui administratif – La fonction de l'appui administratif est assurée par deux départements: le Département du budget et des finances, qui se compose de la Comptabilité, du Budget et de la Trésorerie, et le Département de la gestion des ressources humaines et des services communs. Ces deux départements sont responsables de la formulation des politiques administrative, financière et de personnel, dont l'objet est d'assurer une gestion financière saine et une mise en œuvre efficace des activités de l'Organisation.

Technologie de l'information et communications – L'Unité de Technologie de l'information et des communications est chargée d'orienter, de planifier et de mettre en œuvre une stratégie mondiale axée sur la technologie de l'information et les systèmes d'information (TI/SI) aux fins d'assurer la diffusion de l'information par l'Organisation. Elle assure la coordination générale des initiatives de développement en matière de TI dans les bureaux extérieurs comme au Siège en veillant à assurer la cohérence avec la stratégie générale de l'OIM, et définit et met en œuvre dans l'ensemble de l'Organisation, des normes, une infrastructure et une architecture de TI/SI.

Programmes spéciaux – Le Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM) a pour tâche de contribuer à mieux faire comprendre les problèmes migratoires et de renforcer la capacité des gouvernements à coopérer, à leur niveau, à la gestion des migrations d'une façon plus globale et plus efficace. Les programmes de dédommagement sont des programmes spécialisés ayant pour objet le versement d'indemnités aux migrants des diasporas, comme dans le cas du Programme allemand de dédommagement du travail forcé. Compte tenu de leur portée significative et de leur impact financier, il en est rendu compte dans l'Organigramme sous "Programmes spéciaux".

### **DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES**

Mouvements: Les activités d'aide à la réinstallation, au rapatriement et au transport des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées constituent l'essentiel de l'action de l'OIM. Désireuse de fournir dans ce domaine les services les plus efficaces et les plus humains aux migrants, aux gouvernements et aux autres partenaires de mise en œuvre, l'OIM organise des transferts sûrs et fiables de migrants à des fins de réinstallation, d'emploi, d'études ou dans d'autres buts s'accordant avec l'immigration légale. Les services ordinaires proposés dans le cadre des mouvements englobent la sélection, la prise en charge, la formation linguistique, l'orientation, les examens médicaux et diverses activités destinées à faciliter l'intégration. L'un des principaux programmes de mouvements mis en œuvre par l'OIM au nom du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 50 est le Programme de réfugiés USRP. En 2002, en plus des mouvements traditionnels de réinstallation et de retours volontaires assistés de l'OIM, le service des mouvements a également déployé son activité en plusieurs lieux où l'OIM effectuait des opérations d'après-crise, à savoir en Afghanistan, en Sierra Leone, au Timor oriental, au Kenya et en Mozambique.

Retours volontaires assistés: A l'un ou l'autre moment, la plupart des migrants manifestent le souhait de regagner leur pays d'origine. D'autres peuvent être amenés à quitter le pays dans lequel ils avaient souhaité résider après s'être vu dénier par les autorités le droit d'y rester. Les migrants doivent être mis en mesure de regagner leur pays en sécurité et dans la dignité, et leur retour doit favoriser le développement économique et social du pays d'origine. Les activités de retours assistés de l'OIM englobent à la fois les programmes de retours volontaires profitant à des personnes physiques et une action de diplomatie dans le domaine migratoire, dans laquelle l'OIM joue le rôle d'intermédiaire neutre et indépendant. Des programmes majeurs de retours volontaires en faveur de demandeurs d'asile déboutés et autres migrants dans le besoin ont été mis sur pied par l'OIM dans divers pays, dont la Belgique, l'Allemagne, la Hongrie, les Pays-Bas, le Portugal, la Suisse et le Royaume-Uni. En 2002, les activités se sont intensifiées tant par leur ampleur que par l'étendue des services offerts. De nouveaux programmes de retours volontaires assistés ont été mis sur pied en Norvège, au Danemark, en Irlande et en Australie/Pacifique Sud. Une aide a été apportée aux Afghans rentrant de leur plein gré dans leur pays depuis des pays non limitrophes, et le projet de retour d'Afghans qualifiés a été mis sur les rails.

Migration et santé: les mouvements de personnes posent d'importantes questions de santé publique. Les populations mobiles et les migrants peuvent transporter les caractéristiques sanitaires de leur lieu d'origine vers de nouvelles destinations. En 2002, les services de préparation sanitaire au départ sont restés l'activité principale du service Migration et santé. Avec le temps, l'OIM a accumulé une expérience considérable dans le cadre de telles activités. Elle a également fourni des traitements appropriés et des services de santé préventive aux migrants et aux réfugiés, et elle favorise la normalisation des législations et des directives en matière d'immigration, de déplacements et de santé internationale. Le service Migration et santé de l'OIM favorise la formation et l'éducation du personnel participant aux soins de santé aux migrants. Le lien entre les migrations et le VIH/SIDA retient tout particulièrement l'attention de l'OIM.



## **ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)**

L'accent est placé sur la recherche et sur l'élaboration et la mise en œuvre de programmes, l'OIM travaillant en étroite collaboration avec l'ONUSIDA. Le service Migration et santé de l'OIM a continué à collaborer étroitement avec d'autres services, et notamment les services de Lutte contre la traite des êtres humains, de Migration de main-d'œuvre et de Retours volontaires assistés. Fournir des services sanitaires dans le contexte migratoire des opérations de gestion des migrations des situations d'après-crise est resté l'une des importantes activités du service MHS, qui a surtout été actif en Afghanistan, en Colombie, au Cambodge et au Kosovo. MHS a également continué à travailler très étroitement en 2002 avec ses partenaires des Nations Unies afin de mener des recherches, de formuler des politiques et de déployer des activités de sensibilisation à partir de faits concrets.

Coopération technique et renforcement des capacités institutionnelles: Les gouvernements sont confrontés à une série complexe de défis lorsqu'il s'agit de gérer les migrations, et en particulier les migrations irrégulières, qui les concernent en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des flux migratoires. L'action du service de Coopération technique en matière de migration (CTM) a surtout été centrée sur le renforcement des capacités des gouvernements et autres acteurs pertinents en vue de leur permettre de relever les défis migratoires par le biais d'initiatives nationales spécifiques et par un partenariat renforcé et une action conjointe avec d'autres Etats concernés et des partenaires compétents. Par ailleurs, la coopération technique de l'OIM en matière de migration facilite la coopération entre les gouvernements et l'élaboration des législations nécessaires et des structures administratives, des connaissances et des ressources humaines permettant de mieux gérer les migrations. L'OIM est particulièrement active dans la CEI et en Europe du Sud-Est, où elle met en œuvre des programmes de renforcement de capacités. En 2002, le programme Migration pour le développement en Afrique (MIDA) de l'OIM, visant à mobiliser les ressources humaines de la diaspora africaine et à les associer avec le développement de leur pays d'origine pour contrecarrer les effets négatifs de l'exode des cerveaux, a réussi à mobiliser des fonds après avoir suscité un certain intérêt. Dans l'ensemble, on a pu constater une croissance significative des activités de CTM en 2002, et une augmentation correspondante des dépenses d'opérations, notamment dans le cadre des activités de gestion de migrations dans les situations d'après-crise. En 2002, les activités qui portaient jusque là sur le renforcement des capacités essentielles en matière politique, juridique et opérationnelle, ont été élargies à l'encouragement du dialogue régional et transrégional et à la planification en la matière.

Lutte contre la traite des êtres humains: Un nombre croissant de migrants sont chaque année victimes de trafiquants d'êtres humains dans le monde, une activité qui génère d'énormes sommes d'argent pour les filières criminelles organisées. Celles-ci pratiquent la désinformation auprès des migrants en exploitant leur ignorance, en leur faisant souvent subir des préjudices physiques et en les exposant à des dangers, en les livrant au désespoir économique, au travail forcé et en les rendant vulnérables dans les pays de destination. L'OIM contribue à la prévention de la traite des migrants en fournissant des informations factuelles sur les dangers de la migration irrégulière. Elle apporte son aide aux victimes de la traite en leur offrant sa protection et ses conseils et en facilitant leur retour et leur réinsertion. L'action de l'OIM dans le domaine de la lutte contre la traite passe également par un travail de recherche, de compilation de données, de diffusion et d'échange d'informations et d'expériences, et d'aide aux gouvernements qu'elle met ainsi en mesure de renforcer leurs capacités de lutte contre ce phénomène. Grâce à un ferme soutien de la communauté des donateurs, l'OIM a pu accroître sensiblement le nombre de ses projets contre la traite en 2002, avec une croissance budgétaire de plus de 50 % par rapport à 2001. Cette croissance majeure reflète l'impact qu'a eu la question de la lutte contre la traite sur les ordres du jour politiques de nombreux Etats Membres. La disponibilité de ressources financières a permis à l'OIM d'élargir ses activités de lutte contre la traite tant au niveau de la couverture géographique que sur le fond. De nouvelles régions ont été ciblées et de nouvelles activités ont été mises au point afin de prévenir plus efficacement la traite et de mieux en protéger les victimes.

Information de masse: Les migrants tout comme les gouvernements ont besoin de pouvoir prendre des décisions en connaissance de cause et sur la base d'informations précises, fiables et venant à point nommé. Beaucoup de migrants franchissent des frontières de façon irrégulière et déposent une demande d'asile ou de résidence non justifiée parce qu'ils ne sont pas informés des exigences de la migration régulière. Dans les pays d'accueil, l'OIM combat la xénophobie et les autres formes de discrimination en diffusant dans le public des informations précises et objectives sur les questions migratoires. Sur la base de recherches approfondies, l'OIM élabore des campagnes efficaces d'information à l'adresse de groupes cibles spécifiques tels que les femmes et les enfants, qui sont des victimes potentielles de trafiquants. En 2002, le service d'Information de masse a surtout mis l'accent sur le renforcement et l'expansion de ses activités et sur l'élargissement de leur portée géographique et thématique à d'autres domaines d'intervention. Les programmes d'information ont été mis en œuvre aussi bien sous la forme d'activités isolées que dans le cadre de programmes plus larges censés traiter tout un ensemble de questions migratoires. En 2002, un large éventail d'activités a été couvert au niveau régional et sous-régional et de nouveaux secteurs d'intérêt sur le plan politique ont été explorés, tels que l'intégration des migrants et la facilitation du traitement de dossiers des immigrants grâce aux centres d'information sur les migrants.

### ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)

Migration de main-d'œuvre: Ce service, qui a vu le jour en mai 2002, a été créé pour servir de point focal aux activités d'élaboration de projets et de soutien technique de l'OIM dans ce secteur en mutation rapide de la gestion des migrations. D'un bout à l'autre du spectre de la migration de main-d'œuvre, les gouvernements et les migrants se tournent de plus en plus fréquemment vers l'OIM pour obtenir un soutien spécialisé et pour rendre plus facile la migration de main-d'œuvre contrôlée, ainsi qu'une assistance directe aux migrants. Lorsqu'elle fournit de tels services, l'OIM a pour objectif principal de promouvoir les formes légales de mobilité de main-d'œuvre qui peuvent profiter individuellement et mutuellement à la fois aux gouvernements concernés et aux migrants eux-mêmes. De tels programmes doivent assurer le respect des droits des travailleurs migrants, tout en favorisant le développement économique et social des pays d'origine et de destination. Grâce à sa présence dans les pays d'émigration comme dans les pays d'immigration, l'OIM est bien placée pour amener toutes les parties à s'entendre en vue de la mise en place de mécanismes de migration de main-d'œuvre satisfaisant équitablement les différents intérêts en présence. Les projets de migration de main-d'œuvre que l'OIM met en oeuvre à la demande progressent déjà en termes de volume et d'expansion géographique. Les bases ont été jetées en 2002 en vue d'une assistance à grande échelle aux travailleurs migrants et de la facilitation d'accords en la matière entre les Etats partenaires potentiels. 2002 a également été témoin d'un renforcement du rôle de l'OIM en tant que conseiller sur les questions de migration de main-d'œuvre en général, tant auprès des gouvernements que des autres organisations internationales. Les relations de travail ont été renforcées avec l'OIT et plus particulièrement avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et l'OIM suit de près les négociations commerciales à Genève qui portent sur la libéralisation de la circulation temporaire de personnes prestataires de services.

Situation de crise et d'après conflit: En 2002, l'OIM a surtout mis l'accent sur les activités d'après-crise en Afghanistan, dans les Balkans et au Timor, et sur les crises humanitaires en cours en Guinée, en Sierra Leone et en Inde.

Travaillant avec l'OCHA et d'autres organisations internationales en Afghanistan, l'OIM a coordonné l'assistance aux personnes déplacées et assuré la gestion de camps. Cette assistance a nécessité l'acquisition de fournitures de base pour la population du camp ainsi qu'une aide à l'enregistrement et à la réintégration. Les opérations de l'OIM en Afghanistan ont également nécessité la fourniture d'urgence d'articles non alimentaires, la mise en place à Kaboul d'un système d'information et d'orientation axé sur les retours, et des programmes de retour et de réintégration s'adressant aux Afghans qualifiés dans les secteurs sanitaire et de l'éducation ayant manifesté le souhait de regagner leur pays.

L'OIM est présente dans la crise guinéenne. En collaboration avec le HCR, elle a transporté des réfugiés qu'elle a mis en lieu sûr à l'intérieur du pays, et, dans le même temps, elle a rapatrié par la mer des réfugiés en Sierra Leone. Dans ce pays, elle a réinstallé des personnes déplacées à l'intérieur des frontières (p.d.i) et rapatrié des réfugiés dans des zones déclarées sûres par le Gouvernement et les Nations Unies.

En réponse au tremblement de terre qui a dévasté l'Etat du Gujarat en Inde en janvier 2001, l'OIM a collaboré avec le Gouvernement indien, les ONG locales et les institutions locales en vue de construire des abris à l'intention des sauniers et de leurs familles. En outre, à la demande du Gouvernement australien, elle continue à traiter les dossiers des migrants irréguliers désireux de gagner l'Australie. Les projets de gestion de migration dans les situations d'après-crise que déploie l'OIM dans les Balkans et plus particulièrement au Kosovo et dans l'Ex-République yougoslave de Macédoine se sont poursuivis à des niveaux significatifs, répondant à un large éventail de besoins en matière de gestion des migrations.

Programmes de dédommagement: En juillet 2000, l'OIM a été désignée par le Gouvernement allemand en tant qu'organisation partenaire de la Fondation fédérale chargée de donner suite aux demandes de dédommagement des ex-travailleurs forcés du régime nazi et à leur verser des indemnités à ce titre. En décembre 2000, l'OIM a également été désignée en tant qu'organisation de mise en oeuvre dans le cadre du Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste, un programme visant à dédommager les victimes des persécutions nazies et découlant d'un contentieux avec les banques suisses. (voir l'appendice 6 pour plus d'informations sur ces programmes).

Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire: Par son programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM), l'OIM identifie les "meilleures pratiques" en termes de politique migratoire et en assure la diffusion, tirant en cela parti des 50 années d'expérience opérationnelle qu'elle a acquise, avec d'autres, et les met à la disposition des Etats sous une forme utilisable par eux. Le PPRM se charge également de réunir, de compiler et d'analyser des statistiques et des données pertinentes sur les migrations et de mettre régulièrement ses informations à la disposition des Etats sous une forme fiable et exploitable. Le PPRM œuvre aux côtés des gouvernements, des organisations partenaires, des institutions, des instituts universitaires et de la société civile pour faire aboutir cette initiative, le but étant de tirer le plus efficacement parti des données et des ressources existantes et d'éviter les doubles emplois.

**ETAT DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DES FONDS AU 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b><u>ACTIF</u></b>		
<b>ACTIF A COURT TERME</b>		
Avoirs en banque et liquidités (note 3)	88 115 745	74 080 246
Sommes à recevoir:		
Gouvernements et agences bénévoles	27 869 545	33 488 359
Contributions impayées des Etats Membres (appendice 2)	5 129 680	3 526 094
Autres sommes à recevoir et dépôts	5 061 741	4 257 808
	<u>38 060 966</u>	<u>41 272 261</u>
A déduire: provision pour créances douteuses (appendice 2)	(3 531 235)	(2 442 043)
	<u>34 529 731</u>	<u>38 830 218</u>
<b>ACTIF A MOYEN TERME</b>		
Billets à ordre (note 4)	<u>17 200 000</u>	<u>28 500 000</u>
<b>CAPITAL FIXE</b>		
Bâtiment du Siège (note 5)	8 220 596	7 020 969
Bâtiments des missions (note 5)	892 039	976 039
	<u>9 112 635</u>	<u>7 997 008</u>
<b><u>TOTAL DE L'ACTIF</u></b>	<b><u>148 958 111</u></b>	<b><u>149 407 472</u></b>
<b><u>PASSIF ET FONDS</u></b>		
<b>EXIGIBILITES A COURT TERME</b>		
Sommes à payer pour services de transport	3 873 661	4 389 900
Autres sommes à payer	12 869 470	7 285 519
Sommes à payer aux caisses de prévoyance du personnel (note 6)	5 342 790	5 366 712
Charges à payer	6 923 439	4 237 077
	<u>29 009 360</u>	<u>21 279 208</u>
<b>PASSIF A LONG TERME</b>		
Indemnités dues au personnel à la cessation de service (note 7)	15 931 614	13 039 999
Emprunt pour le bâtiment du Siège (note 5)	8 220 596	7 020 969
Fonds de dotation Sasakawa (appendice 9)	2 004 000	2 000 000
Emprunts contractés auprès des Etats Membres (note 8)	1 680 400	1 680 400
	<u>27 836 610</u>	<u>23 741 368</u>
<b>FONDS DISPONIBLES POUR OPERATIONS EN COURS OU FUTURES (note 9)</b>		
Avance sur contributions des gouvernements, des agences bénévoles des migrants et des répondants	2 002 758	1 583 351
Fonds de prêts aux réfugiés (appendice 5)	26 503 786	40 330 798
Compte d'opérations d'urgence (appendice 7)	331 000	421 000
Fonds de migration pour le développement (appendice 8)	0	6 627
Fonds de prêt aux migrants (note 10)	180 249	183 050
Fonds de réponse rapide pour les transports (appendice 10)	2 310 801	1 370 403
Programmes d'opérations – report de ressources réservées (appendice 3)	61 841 207	58 881 021
Programmes d'opérations (insuffisamment financés)/ report de ressources (note 11)	(1 799 937)	6 693
Programme administratif (insuffisamment financé)/ report de ressources	(257 723)	603 953
Réserve pour imprévus (note 12)	1 000 000	1 000 000
	<u>92 112 141</u>	<u>104 386 896</u>
<b><u>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS</u></b>	<b><u>148 958 111</u></b>	<b><u>149 407 472</u></b>

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2002****EN DOLLARS DES ETATS-UNIS**

Voir l'état exprimé en francs suisses à la page suivante

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b><u>RECETTES</u></b>		
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1 )	21 287 500	21 806 707
Perte de change (remarque a)	1 684 317	( 599 237)
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>22 971 817</b>	<b>21 207 470</b>
<b><u>DEPENSES</u></b>		
Traitements et prestations dus au personnel et paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	18 102 628	16 837 803
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	757 744	659 064
Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel	18 860 372	17 496 867
Location et entretien des bâtiments	783 184	635 225
Equipement informatique et maintenance	1 393 651	1 235 504
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	442 651	325 454
Total des frais généraux de bureaux	2 619 486	2 196 183
Formation	404 180	391 300
Services extérieurs et recherche	436 170	436 578
Total des services contractuels	840 350	827 878
Communications	328 688	250 149
Secrétariat des réunions	303 332	199 684
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>22 952 228</b>	<b>20 970 761</b>
Excédent de recettes de l'exercice	19 589	236 709
Excédent de recettes /(de dépenses) reporté en début d'exercice	603 953	( 14 545)
Dépenses effectuées à l'aide de l'excédent de recettes de 2001(remarque b)	(464 981)	0
Affectation de l'excédent de recettes de 2001 en prévision de dépenses futures (remarque b)	(181 466)	0
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres (appendice 1)	305 977	823 428
Augmentation de la provision pour créances douteuses (appendice 2)	(540 795)	( 441 639)
<b>Excédent de (dépenses) / recettes reporté en fin d'exercice</b>	<b>(257 723)</b>	<b>603 953</b>

**Remarque a:**

Le gain de change en 2002 est dû à l'affermissement du franc suisse par rapport au dollar des Etats-Unis au cours de l'année (1 USD = 1.39 CHF au 31 décembre 2002, contre 1 USD = 1,68 CHF au 1er janvier 2002).

**Remarque b:**

Sur l'excédent de recettes reporté au 31 décembre 2001, un montant de 595.238 USD (1.000.000 CHF) a été réservé pour donner suite à la proposition contenue dans le document MC/2051, tel que modifié par le document MC/2051/Add.1 (option 1), approuvé par le Conseil en décembre 2001 comme indiqué dans le document MC/C/SR/439, paragraphe 71. De ce montant approuvé, une somme de 464.981 USD a été dépensée en 2002, et une autre de 181.466 USD le sera en 2003.

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2002****EN FRANCS SUISSES**

Voir l'état exprimé en dollars à la page précédente

	<b>BUDGET</b>		
	<b>2002</b>	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b><u>RECETTES</u></b>			
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1)		35 763 000	35 763 000
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<b>35 763 000</b>	<b>35 763 000</b>
<b><u>DEPENSES</u></b>			
Traitements et prestations dus au personnel et paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	28 609 000	28 320 486	28 365 914
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 009 000	1 181 646	1 128 634
Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel	29 618 000	29 502 132	29 494 548
Location et entretien des bâtiments	1 291 000	1 192 470	1 057 093
Équipement informatique et maintenance	2 062 000	2 140 806	2 073 942
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	594 000	682 465	550 616
Total des frais généraux de bureaux	3 947 000	4 015 741	3 681 651
Formation	600 000	648 689	660 721
Services extérieurs et recherche	718 000	682 318	731 853
Total des services contractuels	1 318 000	1 331 007	1 392 574
Communications	475 000	510 730	425 700
Secrétariat des réunions	405 000	459 736	336 030
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>35 763 000</b>	<b>35 819 346</b>	<b>35 330 503</b>
Excédent de recettes de l'exercice		(56 346)	432 497
Excédent de recettes /(de dépenses) reporté en début d'exercice		1 014 641	( 23 854)
Dépenses effectuées à l'aide de l'excédent de recettes de 2001 (note a)		(729 615)	0
Affectation de l'excédent de recettes de 2001 en prévision de dépenses futures (note a)		(270 385)	0
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres (appendice 1)		489 255	1 334 702
Augmentation de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		(805 785)	( 728 704)
<b>Excédent de (dépenses) / recettes reporté en fin d'exercice</b>		<b>(358 235)</b>	<b>1 014 641</b>

**Note a:**

Sur l'excédent de recettes reporté au 31 décembre 2001, un montant de 1.000.000 CHF est réservé pour donner suite à la proposition contenue dans le document MC/2051, tel que modifié par le document MC/2051/Add.1 (option 1), approuvé par le Conseil en décembre 2001 comme indiqué dans le document MC/C/SR/439, paragraphe 71. Du montant approuvé de 1.000.000 CHF, une somme de 729.615 CHF a été dépensée en 2002, et une autre de 270.385 CHF le sera en 2003.

**PROGRAMMES D'OPERATIONS****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b><u>RECETTES (appendice 12)</u></b>		
Contributions à affectation spéciale:		
Etats Membres	201 643 747	156 197 104
Etats non membres, agences et autres	94 001 723	40 780 003
Remboursement de billets à ordre	34 614 489	40 476 677
Réfugiés, migrants et répondants	16 624 483	15 454 850
Total des contributions à affectation spéciale	<u>346 884 442</u>	<u>252 908 634</u>
Contributions sans affectation spéciale:		
Etats Membres	3 444 818	3 254 575
Intérêts nets et recettes diverses	472 303	1 425 125
Total des contributions sans affectation spéciale	<u>3 917 121</u>	<u>4 679 700</u>
<b>TOTAL DES RECETTES (appendice 12, page 34)</b>	<b><u>350 801 563</u></b>	<b><u>257 588 334</u></b>
<b><u>DEPENSES</u></b>		
Transports	61 614 715	72 763 311
Visas, documents et transit	3 409 641	2 509 930
Examens médicaux, équipements et médicaments	6 580 524	5 123 283
Aide à la réintégration, subventions et indemnisations	68 122 515	15 057 701
Aide aux p.d.i. et micro-projets	48 772 489	42 799 133
Services en sous-traitance	49 165 394	25 813 431
Activités d'information publique	1 526 870	2 275 331
Autres dépenses d'opérations	559 086	518 505
<b>Total des dépenses directes</b>	<u>239 751 234</u>	<u>166 860 625</u>
<b>PERSONNEL ET BUREAUX</b>		
Dépenses générales de personnel	66 163 305	50 090 602
Dépenses médicales du personnel	4 784 315	3 219 420
Paiements dus à la cessation de service	4 901 717	3 558 573
Total des dépenses du personnel	<u>75 849 337</u>	<u>56 868 595</u>
Frais de voyage et de séjour	6 424 779	4 674 739
Ordinateurs, équipements et fournitures de bureaux	7 003 812	6 081 600
Location et entretien de locaux	7 423 606	4 989 532
Communications	4 377 267	3 989 191
Achat, location et entretien de véhicules	3 224 718	3 477 730
Services contractuels externes	5 593 254	5 229 990
<b>Total des dépenses de personnel et de bureaux (appendices 3 and 4)</b>	<u>109 896 773</u>	<u>85 311 377</u>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b><u>349 648 007</u></b>	<b><u>252 172 002</u></b>
Recettes excédentaires de l'exercice	1 153 556	5 416 332
Recettes reportées en début d'exercice	58 887 714	53 471 382
<b>Recettes reportées en fin d'exercice</b>	<b><u>60 041 270</u></b>	<b><u>58 887 714</u></b>
<b><u>Comprenant:</u></b>		
Fonds réservés pour des programmes déterminés	61 841 207	58 881 021
Recettes reportées / (partiellement non financées) (note 11)	(1 799 937)	6 693
<b>Total des recettes reportées en fin d'exercice</b>	<b><u>60 041 270</u></b>	<b><u>58 887 714</u></b>

**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS****NOTE 1 – REGLEMENT FINANCIER ET PRESENTATION DU RAPPORT FINANCIER**

Le Règlement financier exige que l'Organisation publie des états financiers, à savoir:

- i) un état de l'actif et du passif des fonds propres de l'Organisation et d'autres fonds gérés par elle;
- ii) un état des recettes et des dépenses des programmes administratif et d'opérations, ainsi que d'autres fonds gérés par l'Organisation;
- iii) toute autre indication considérée comme nécessaire pour faire ressortir clairement la situation financière ainsi que les recettes et les dépenses relatives aux activités de l'Organisation;

ainsi que tous autres rapports qui pourraient lui être demandés où qui seraient jugés nécessaires.

La forme de présentation détaillée du Rapport financier n'est pas spécifiée dans le Règlement financier et, étant donné que l'OIM mène des opérations de grande ampleur, complexes et très spécialisées, il n'existe pas de modèles applicables en l'occurrence. Le principal critère réside dans l'obligation de présenter des états financiers reflétant bien les recettes et les dépenses, ainsi que la situation financière de l'Organisation.

Les pièces comptables principales de l'Organisation sont établies en dollars des Etats-Unis, devise utilisée par l'Organisation dans son Rapport financier annuel, conformément au Règlement financier. Ce dernier exige aussi que le Programme administratif soit présenté en francs suisses, étant donné que les recettes et les dépenses administratives sont comptabilisées pour une grande part dans cette monnaie.

**NOTE 2 – ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE**

La politique comptable et financière de l'Organisation est régie par les articles 24, 25 et 26 de sa Constitution, ainsi que par le Règlement financier adopté par le Conseil conformément à l'article 26. Les points principaux de cette politique sont les suivants:

**Pièces comptables et devises**

Les principaux documents comptables sont établis en dollars E-U comme prescrit par le Règlement financier et parce que la majorité des transactions se font dans cette devise. Les transactions effectuées dans d'autres devises sont converties en dollars E-U au taux de change officiel de l'ONU pour le mois considéré. Telle est la pratique qui prévaut dans la plupart des organisations internationales. Les actifs et passifs en devises au 31 décembre 2001 ont été convertis en dollars E-U au taux de change officiel de l'ONU en vigueur à cette date. Les bénéfices et pertes de change en devises, qu'ils soient réalisés ou non, sont pris en compte dans le budget des programmes correspondants.

**Créances douteuses**

Une provision est constituée pour la totalité des créances dues depuis plus d'une année.

**Dépenses**

Les dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice, c'est-à-dire imputées sur l'exercice qui leur a donné naissance.

**Capital fixe**

La valeur des bâtiments est capitalisée et amortie.

Les dépenses d'équipements fixes, d'installations, de véhicules et autres biens meubles sont encourues au moment de l'achat.

**Revenus d'investissement**

Les revenus d'investissement sont comptabilisés selon le système de l'exercice.

**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****Programmes d'opérations**

En principe, les dépenses pour les programmes d'opérations s'effectuent dans les limites des fonds disponibles ou sur la base d'un engagement formel pris par les Etats participants ou d'autres donateurs.

**Ressources**

Les contributions volontaires au programme administratif sont comptabilisées selon le système de l'exercice. Les contributions volontaires aux programmes d'opérations sont normalement comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les contributions annoncées et les contributions exigeant la facturation des dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice en fonction du niveau de dépenses encourues.

**Imposition**

L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif, qui est, de manière générale, exemptée de toute imposition.

**NOTE 3 – AVOIRS EN BANQUE ET LIQUIDITES**

L'Organisation détient la totalité de son encaisse dans des comptes communs sans distinction des liquidités qu'elle détient pour son propre compte et de celles détenues pour le compte des contribuants aux divers programmes. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés à court terme et les intérêts produits par ces placements portés au crédit des programmes appropriés.

**NOTE 4 – BILLETS A ORDRE**

Le montant de 17,2 millions de dollars E-U (28,5 millions en 2001) est la valeur recouvrable estimative des billets à ordre signés par des réfugiés transportés conformément aux conditions du Fonds de prêt aux réfugiés. Voir l'appendice 5 pour un complément d'informations sur ce fonds de prêt, y compris l'évaluation des billets à ordre.

**NOTE 5 – CAPITAL FIXE****Bâtiment du Siège**

Le bâtiment du Siège à Genève a été acquis en 1984 pour un coût de 18 millions de francs suisses. Ce bâtiment est situé sur un terrain loué au Canton de Genève sur une période de 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. L'achat du bâtiment est entièrement financé au moyen d'un prêt accordé par le Gouvernement suisse qui ne porte plus d'intérêts depuis le 1er janvier 1996. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2002 a été de 368.600 francs suisses (368.600 en 2001).

La politique comptable appliquée au bâtiment consiste à l'amortir sur la période du prêt, l'amortissement annuel étant équivalent aux remboursements de capital. Le coût du bâtiment et le prêt correspondant en francs suisses sont convertis comme suit en dollars des Etats-Unis au taux de change en vigueur en fin d'année:

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
Coût du bâtiment	18 000 000	18 000 000
Amortissement cumulé	<u>(6 573 372)</u>	<u>(6 204 772)</u>
Valeur comptable nette au 31 décembre	<u>11 426 628</u>	<u>11 795 228</u>
Prêt du gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	<u>(6 573 372)</u>	<u>(6 204 772)</u>
Solde de l'emprunt au 31 décembre	<u>11 426 628</u>	<u>11 795 228</u>
Conversion au taux en vigueur en fin d'année	USD	<u>8 220 596</u>
	<u>8 220 596</u>	<u>7 020 969</u>
Taux de change appliqué en fin d'année (CHF/USD)	1,39	1,68



**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****Bâtiments des missions**

L'Organisation possède cinq bâtiments à usage de bureaux pour ses missions extérieures en Argentine, en Australie, en Bolivie, au Chili et au Pérou. Trois de ces bâtiments sont entièrement amortis. Les deux autres, au Chili et en Australie, sont amortis au taux de 5% l'an.

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
Coût des bâtiments des missions	1 839 751	1 839 751
Amortissement cumulé	<u>(947 712)</u>	<u>(863 712)</u>
Valeur comptable nette	<u>892 039</u>	<u>976 039</u>

**NOTE 6 – EXIGIBLE CORRESPONDANT AUX AVOIRS DU PERSONNEL DETENUS DANS LA CAISSE DE PREVOYANCEFUNDUS**

Les montants détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel atteignent un total de 5.342.790 dollars E-U (contre 5.366.712 dollars E-U en 2001), et constituent la créance de l'OIM envers son personnel au titre de la retraite. Les fonds détenus se répartissent comme suit:

Caisse de retraite en dollars des Etats-Unis	4 770 912 USD
Caisse de retraite en francs suisses	795 886 CHF ou 571 878 USD

Pour plus de détails sur les fonds détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel, voir l'appendice 15.

**NOTE 7 – PAIEMENTS DUS AU PERSONNEL A LA CESSATION DE SERVICE**

Les paiements dus aux membres du personnel à la cessation de service sont la somme des indemnités qui leur reviennent en application du contrat d'emploi où telles que précisées dans le Statut et Règlement du personnel et qui devront leur être versées lorsqu'ils quitteront l'Organisation. Ces paiements englobent: a) les indemnités de départ ou de licenciement; b) la compensation financière des congés annuels non utilisés; et c) d'autres indemnités dues telles que la prime de rapatriement et les frais de voyage pour ce qui concerne les fonctionnaires (catégorie Administrateurs). Pour le personnel relevant de la partie administrative du budget, une méthode budgétaire est appliquée pour le calcul des indemnités dues à la cessation de service lorsqu'ils quittent l'Organisation. Pour les membres du personnel relevant de la partie opérationnelle du budget, l'Administration constitue une réserve qui équivaut au total estimatif des indemnités dues à la cessation de service.

A sa soixante-douzième session en novembre 1996, le Conseil a décidé d'adopter, dans le cadre de son programme administratif, la méthode budgétaire de financement des indemnités dues au personnel à la cessation de service. Selon cette méthode, les paiements dus à la cessation de service doivent être financés moyennant une allocation annuelle dans la partie administrative du budget, calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2002, le budget alloué au titre des indemnités pour cessation de service s'élevait à 615.000 francs suisses (contre 595.000 en 2001), alors que les indemnités effectivement versées ont totalisé 1.219.053 francs suisses (contre 706.602 en 2001). Bien qu'il ne soit pas possible de prévoir avec précision, lors de l'établissement du budget, le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation et les indemnités additionnelles à verser, les paiements correspondants ont pu être effectués grâce aux économies réalisées sur d'autres lignes budgétaires dans le budget administratif. Au 31 décembre 2002, le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations dues aux membres du personnel lors d'un départ à la retraite ou d'une cessation de service s'est élevé, pour le programme administratif, à 7.760.889 dollars E-U (contre 7.518.986 en 2001).

Pour les programmes d'opérations, la réserve constituée au 31 décembre 2002 s'élevait à 15.931.614 dollars E-U (contre 13.039.999 en 2001). Cette réserve est suffisante pour couvrir le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations que l'Organisation est tenue de verser aux membres du personnel lorsqu'ils partent à la retraite ou quittent l'Organisation.

**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****NOTE 8 – EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES ETATS MEMBRES**

Une réserve de caisse, obtenue à l'aide de prêts sans intérêts consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 adoptée le 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre des programmes administratif ou d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

**NOTE 9 – FONDS DISPONIBLES POUR OPERATIONS EN COURS OU FUTURES**

Le total des fonds disponibles, qui s'élève à 92.112.141 dollars E-U (contre 104.386.896 en 2001), est réservé pour des opérations spécifiques en cours ou à venir. Ces fonds ne peuvent être utilisés que pour le but désigné.

**NOTE 10 – FONDS DE PRET AUX MIGRANTS DE L'OIM**

Le Fonds de prêt aux migrants de l'OIM a été créé en application de la résolution n° 210 (XII) en date du 12 mai 1960 pour financer en tout ou en partie les coûts de transport des migrants et les services y afférents en accordant des prêts sans intérêts garantis par des billets à ordre. Ce fonds est administré conformément aux dispositions décrites dans le document MC/743/Rev.1 du 8 décembre 1965, approuvé par la résolution n° 354 (XXIV).

**NOTE 11 – PROGRAMMES D'OPERATIONS INSUFFISAMMENT FINANCES**

Au 31 décembre 2002, les programmes d'opérations insuffisamment financés se décomposaient comme suit:

- a) 1.069.851 USD pour la redevance 2002 de l'UNSECOORD, à financer par une augmentation de la commission sur frais généraux, selon la décision du Conseil, et
- b) 730.086 USD pour des dépenses imprévues et non budgétisées en 2002.

**NOTE 12 – RESERVE POUR IMPREVUS**

L'utilisation de la réserve pour imprévus est régie par la Résolution n° 413 (XXVIII), adoptée par le Conseil le 17 novembre 1967.

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b><u>ETATS MEMBRES</u></b>		
Albanie	14 305	17 828
Algérie	28 610	36 368
Angola	14 305	17 828
Argentine	467 780	463 163
Arménie	14 305	17 828
Australie	661 973	698 488
Autriche	385 168	395 418
Azerbaïdjan (2)	14 305	
Bangladesh	14 305	17 828
Belgique	459 555	492 043
Belize	14 305	17 828
Bénin (1)	14 305	
Bolivie	14 305	17 828
Bulgarie	14 305	17 828
Burkina Faso	14 305	17 828
Canada	1 041 061	1 238 308
Chili	80 109	57 405
Colombie	75 460	45 995
Congo (2)	14 305	
Costa Rica	14 305	17 828
Côte d'Ivoire	14 305	17 828
Croatie	16 093	17 828
Chypre	15 378	17 828
République tchèque	76 533	44 926
République démocratique du Congo (2)	14 305	
Danemark	304 701	290 591
République dominicaine	14 305	17 828
Equateur	14 305	17 828
Egypte	32 902	27 455
El Salvador	14 305	17 828
Finlande	212 432	228 194
France	2 630 370	2 740 824
Gambie (2)	14 305	
Géorgie (2)	14 305	
Allemagne	3 973 986	4 137 084
Grèce	219 585	147 613
Guatemala	14 305	17 828
Guinée	14 305	17 828
Guinée-Bissau	14 305	17 828
Haïti	14 305	17 828
Honduras	14 305	17 828
Hongrie	48 995	50 631
Israël	168 801	383 651
Italie	2 060 665	2 403 168
Japon	7 019 921	7 335 364
Jordanie	14 305	17 828
Kenya	14 305	17 828
Kirghizistan (1)	14 305	
Lettonie	14 305	17 828
Libéria	14 305	17 828
Lituanie	14 305	17 828
Luxembourg	32 544	28 881
Mali	14 305	17 828
Maroc	18 239	17 828
Pays-Bas	707 035	818 290
Nicaragua	14 305	17 828
Norvège	263 216	256 362
Pakistan	24 676	24 959
Panama	14 305	17 828
Paraguay	14 305	17 828
Pérou	48 280	41 717
Philippines	41 127	34 229
Pologne	143 052	82 364
Portugal	188 113	181 128

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

<b>ETATS MEMBRES (suite)</b>	<b>2002 CHF</b>	<b>2001 CHF</b>
République de Corée	617 985	358 693
Roumanie	23 961	23 533
Sénégal	14 305	17 828
Sierra Leone (2)	14 305	
Slovaquie	17 524	17 828
Slovénie (1)	32 902	
Afrique du Sud	165 940	153 674
Sri Lanka	14 305	17 828
Soudan	14 305	17 828
Suède	418 069	453 179
Suisse	515 345	538 039
Tadjikistan	14 305	17 828
Thaïlande	111 581	71 667
Tunisie	14 305	17 828
Ouganda	14 305	17 828
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2)	2 253 070	
République-Unie de Tanzanie	14 305	17 828
Etats-Unis d'Amérique	9 415 328	10 678 763
Uruguay	30 399	20 324
Venezuela	85 116	67 389
Yémen	14 305	17 828
Zambie	14 305	17 828
<b>Total partiel – Etats Membres - CHF</b>	<b>35 763 000</b>	<b>35 763 000</b>
<b>Total partiel – Etats Membres - USD</b>	<b>21 287 500</b>	<b>21 806 707</b>
<b>NOUVEAUX ETATS MEMBRES</b>		
Bénin (1)		17 828
Slovénie (1)		25 672
Kirghizistan (1)		17 828
Azerbaïdjan (2)		10 160
Congo (2)		10 160
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (2)		1 212 414
République démocratique du Congo (2)		10 160
Sierra Leone (2)		10 160
Gambie (2)		10 160
Géorgie (2)		10 160
Serbie-et-Monténégro (3)	14 305	
Cap-Vert (3)	14 305	
Madagascar (3)	14 305	
Iran, République islamique d' (3)	102 640	
Ukraine (3)	21 458	
Mexique (4)	253 313	
Irlande (4)	68 929	
<b>Total partiel – Nouveaux Etats Membres - CHF</b>	<b>489 255</b>	<b>1 334 702</b>
<b>Total partiel – Nouveaux Etats Membres - USD</b>	<b>305 977</b>	<b>823 428</b>
<b>Total en francs suisses</b>	<b>36 252 255</b>	<b>37 097 702</b>
<b>Total en dollars des Etats-Unis</b>	<b>21 593 477</b>	<b>22 630 135</b>

**Remarque:**

L'OIM comptait 98 Etats Membres à la fin de 2002 (91 à la fin de 2001). Le Nigéria, le Cambodge, le Zimbabwe, le Kazakhstan and la République rwandaise ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1066 à 1070 adoptées par le Conseil le 2 décembre 2002. Leurs contributions sont exigibles depuis le 1er janvier 2003.

- 1) Le Bénin, la Slovénie et le Kirghizistan ont été admis en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1027 à 1029, adoptées par le Conseil le 28 novembre 2000.
- 2) L'Azerbaïdjan, le Congo, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la République démocratique du Congo, la Sierra Leone, la Gambie et la Géorgie ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1038 à 1044, adoptées par le Conseil le 7 juin 2001. Leurs contributions sont calculées au prorata de la date de leur adhésion à l'Organisation, soit juin 2001.
- 3) La Serbie-et-Monténégro, le Cap-Vert, Madagascar, la République islamique d'Iran et l'Ukraine ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1047 à 1051, adoptées par le Conseil le 27 novembre 2001.
- 4) Le Mexique et l'Irlande ont été admis en tant que Membres en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1061 et 1062. Leurs contributions sont calculées au prorata de la date de leur adhésion à l'Organisation, soit juin 2001.

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES AU 31 DECEMBRE 2002**

ETATS MEMBRES	CONTRIBUTIONS RESTANT DUES		
	POUR 2002	POUR 2001 ET LES ANNEES PRECEDENTES	TOTAL
	CHF	CHF	CHF
Albanie	14 305	33 334	47 639
Angola	14 305	34 872	49 177
Argentine	467 780	2 029 874	2 497 654
Arménie	14 305	139 804	154 109
Azerbaïdjan	14 305	10 160	24 465
Bangladesh	14 305		14 305
Bolivie	14 305	426 977	441 282
Burkina Faso	14 305	27 497	41 802
Cap-Vert	14 305		14 305
Chili	614		614
Colombie	3 131		3 131
Congo	14 305	10 160	24 465
Costa Rica	11 018		11 018
Côte d'Ivoire	14 305	27 497	41 802
Croatie	16 093		16 093
République démocratique du Congo	14 305	10 160	24 465
République dominicaine	14 305	609 426	623 731
El Salvador	320		320
Gambie	14 305	10 160	24 465
Géorgie	14 305	10 160	24 465
Grèce	219 585		219 585
Guinée	14 305	27 497	41 802
Guinée-Bissau	14 305	51 862	66 167
Haïti	14 305	34 841	49 146
Honduras	7 416		7 416
Israël	168 801	397 461	566 262
Iran, République islamique d'	102 640		102 640
Kirghizistan	14 305	17 828	32 133
Libéria	14 305	152 642	166 947
Madagascar	14 305		14 305
Mali	14 305	71 369	85 674
Maroc	9 119		9 119
Nicaragua	14 305	88 790	103 095
Pakistan	2 129		2 129
Paraguay	1 122		1 122
Pérou	48 280	28 666	76 946
Philippines	27 860		27 860
Pologne	143 052		143 052
République de Corée	317 114		317 114
Sénégal	182		182
Serbie-et-Monténégro	14 305		14 305
Sierra Leone	14 305	10 160	24 465
Afrique du Sud	58 817		58 817
Soudan	14 305	34 862	49 167
Tadjikistan	14 305	75 617	89 922
Ouganda	14 305	162 310	176 615
Ukraine	21 458		21 458
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	64 081		64 081
République-Unie de Tanzanie	13 445		13 445
Uruguay	30 399	20 324	50 723
Venezuela	85 116	103 529	188 645
Yémen	1 726		1 726
Zambie	14 305	250 578	264 883
<b>Total en francs suisses</b>	<b>2 221 838</b>	<b>4 908 417</b>	<b>7 130 255</b>
<b>Total en dollars des Etats-Unis (à 1,39)</b>	<b>1 598 445</b>	<b>3 531 235</b>	<b>5 129 680</b>

**Remarque - Provision pour créances douteuses:** Conformément à la politique de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les créances douteuses datant de plus d'un an. Une somme de 4.908.417 CHF a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées pour 2001 et les années antérieures.

	CHF	USD
Provision au 1 janvier 2002	4 102 632	2 442 043
Augmentation de la provision due à la défaillance de certains Etats membres	805 785	540 795
Fluctuation des taux de change		548 397
Provision au 31 décembre 2002	<b>4 908 417</b>	<b>3 531 235</b>

**PROGRAMMES D'OPERATIONS - ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES PAR SERVICE ET PAR REGION  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002 (EN DOLLARS DES ETATS-UNIS)**

	RECETTES				DEPENSES				RECETTES REPORTEES SUR 2002			
	REPORT DE 2001 (note a)	NOUVELLES RECETTES 2002	ALLOCATION DE FONDS SANS AFFECTATION SPECIALE	TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	OPERATIONS DIRECTES	PERSONNEL ET ADMINISTRATION	FRAIS D'ADMINISTRATION (9,5%)	TOTAL DES DEPENSES	RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	PROGRAMMES INSUFFISAMMENT FINANCES (note b)	REPORTS NETS	
<b>Par Service</b>												
Recettes sans affectation spéciale		3 917 121	(3 917 121)									
Mouvements	4 878 500	125 521 349	225 107	130 624 956	90 391 052	32 283 303	2 757 403	125 431 758	5 193 198		5 193 198	
Migration et santé	4 045 055	8 428 793	261 178	12 735 026	3 284 786	6 258 940	590 212	10 133 938	2 601 088		2 601 088	
Coopération technique en matière de migration	20 190 689	81 275 721	1 392 782	102 859 192	56 764 591	25 279 412	2 377 026	84 421 029	18 438 163		18 438 163	
Retours volontaires assistés	11 195 625	33 157 766	70 951	44 424 342	20 392 931	12 766 829	931 412	34 091 172	10 333 170		10 333 170	
Information de masse	361 438	3 014 020	20 000	3 395 458	2 043 887	758 276	71 367	2 873 530	521 928		521 928	
Lutte contre la traite des êtres humains	6 288 590	7 834 379	60 000	14 182 969	4 060 051	2 668 835	253 112	6 981 998	7 200 971		7 200 971	
Migration de main-d'œuvre	31 981	2 340 585		2 372 566	1 129 119	636 091	60 429	1 825 639	546 927		546 927	
Programmes de dédommagement (note c)	4 406 764	74 611 683		79 018 447	60 691 538	10 676 332	1 014 251	72 382 121	6 636 326		6 636 326	
Appui aux programmes de caractère général	7 207 379	10 353 646	594 597	18 155 622	777 456	6 596 042	462 188	7 835 686	10 319 936		10 319 936	
Dépenses de personnel et services financées par les revenus discrétionnaires	281 693	346 500	1 292 506	1 920 699	215 823	11 972 713	(8 517 400)	3 671 136	49 500	(1 799 937)	(1 750 437)	
<b>TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS</b>	<b>58 887 714</b>	<b>350 801 563</b>		<b>409 689 277</b>	<b>239 751 234</b>	<b>109 896 773</b>		<b>349 648 007</b>	<b>61 841 207</b>	<b>(1 799 937)</b>	<b>60 041 270</b>	

		3 917 121	(3 917 121)									
Recettes sans affectation spéciale												
Afrique et Moyen-Orient	3 974 228	32 751 280	819 418	37 544 926	18 859 136	12 603 673	1 239 539	32 702 348	4 842 578		4 842 578	
Amériques	9 401 258	34 629 666	384 486	44 415 410	25 902 200	5 801 748	557 669	32 261 617	12 153 793		12 153 793	
Asie et Océanie	8 935 312	109 638 973	320 447	118 894 732	79 757 312	26 611 664	2 099 983	108 468 959	10 425 773		10 425 773	
Europe	28 898 541	160 182 901	513 374	189 594 816	114 375 301	46 367 805	4 138 944	164 882 050	24 712 766		24 712 766	
Activités de caractère général	7 396 682	9 335 122	586 890	17 318 694	641 462	6 539 170	481 265	7 661 897	9 656 797		9 656 797	
Dépenses de personnel et services financées par les revenus discrétionnaires	281 693	346 500	1 292 506	1 920 699	215 823	11 972 713	(8 517 400)	3 671 136	49 500	(1 799 937)	(1 750 437)	
<b>TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS</b>	<b>58 887 714</b>	<b>350 801 563</b>		<b>409 689 277</b>	<b>239 751 234</b>	<b>109 896 773</b>		<b>349 648 007</b>	<b>61 841 207</b>	<b>(1 799 937)</b>	<b>60 041 270</b>	

Note a: Les reliquats reportés de 2001 ont été regroupés par service et par région.

Note b: Les programmes insuffisamment financés au 31 décembre 2002 étaient: a) la redevance de l'UNSECOORD, à hauteur de 1.069.851 USD, à financer par l'augmentation de la commission sur frais généraux, suivant décision du Conseil, et b) les dépenses imprévues et non budgétisées en 2002, à hauteur de 730.086 USD.

Note c: Les programmes de dédommagement comprennent le Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP), le Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP) et les ateliers de dédommagement pour la Palestine. Les recettes reportées au 31 décembre 2002 se décomposent comme suit: GFLCP: 3.925.120 USD; HVAP: 2.703.208 USD et ateliers de dédommagement: 7.998 USD. Pour plus d'informations sur les deux premiers programmes, voir l'appendice 6.

**DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS****POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

(en dollars des Etats-Unis)

	<b>Programmes d'opération</b>	<b>Programme administratif</b>	<b>Total</b>
<b>ASIE ET OCEANIE</b>			
Afghanistan	7 269 677		7 269 677
Australie – MFR	2 285 681	146 883	2 432 564
Bangladesh – MFR	166 559	143 034	309 593
Cambodge	1 214 991		1 214 991
Chine (Hong Kong)	134 685		134 685
Inde	148 922		148 922
Indonésie	1 364 092		1 364 092
Iran, République islamique d'	797 139		797 139
Japon	155 251		155 251
Kazakhstan	457 934		457 934
Kirghizistan	318 378		318 378
Nauru	2 582 781		2 582 781
Pakistan – MFR	1 295 597	181 766	1 477 363
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 645 074		1 645 074
Philippines – MFR	810 886	476 915	1 287 801
République de Corée	55 446		55 446
Sri Lanka	114 933		114 933
Tadjikistan	405 809		405 809
Timor oriental	1 466 071		1 466 071
Thaïlande - MFR	696 444	276 022	972 466
Turkménistan	423 283		423 283
Viet Nam	1 576 440		1 576 440
<b>TOTAL ASIE ET OCEANIE</b>	<b>25 386 073</b>	<b>1 224 620</b>	<b>26 610 693</b>
<b>EUROPE</b>			
Albanie	1 160 766		1 160 766
Arménie	192 860		192 860
Autriche - MFR	1 693 450	415 338	2 108 788
Azerbaïdjan	337 921		337 921
Bélarus	131 366		131 366
Belgique - MFR	2 143 382	244 845	2 388 227
Bosnie-Herzégovine	1 105 594		1 105 594
Bulgarie	98 372		98 372
Croatie	945 029		945 029
République tchèque	141 081		141 081
Estonie	30 741		30 741
Finlande - MFR	593 791	112 838	706 629
France	501 243		501 243
Géorgie	402 805		402 805
Allemagne	2 222 936	162 943	2 385 879
Grèce	308 684		308 684
Hongrie - MFR	221 472	178 344	399 816
Irlande	95 990		95 990
Italie - MFR	2 094 332	300 039	2 394 371
Lettonie	67 991		67 991
Lituanie	102 836		102 836
Maroc	81 431		81 431
Pays-Bas	2 832 364		2 832 364
Norvège	391 995		391 995
Pologne	48 220		48 220
Portugal	316 436		316 436
République de Moldavie	236 070		236 070
Roumanie	486 389		486 389
Fédération de Russie	6 112 556		6 112 556
Serbie-et-Monténégro	1 802 581		1 802 581
Kosovo	5 795 464		5 795 464
Slovaquie	124 101		124 101
Slovénie	200 165		200 165
Espagne	154 934		154 934
Suisse - Berne	432 441		432 441
Ex-République yougoslave de Macédoine	1 829 559		1 829 559
Tunisie	223 576		223 576
Turquie	586 195		586 195
Ukraine	1 682 213		1 682 213
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1 184 524		1 184 524
<b>TOTAL EUROPE</b>	<b>39 113 856</b>	<b>1 414 347</b>	<b>40 528 203</b>

**DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS****POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

(en dollars des Etats-Unis)

	<b>Programmes d'opération</b>	<b>Programme administratif</b>	<b>Total</b>
<b><u>AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT</u></b>			
Angola	352 742		352 742
Cap-Vert	12 363		12 363
Congo	412 508		412 508
Côte d'Ivoire	329 693		329 693
République démocratique du Congo	281 178		281 178
Egypte - MFR	1 116 505	243 884	1 360 389
Ethiopie	685 783		685 783
Gambie	9 774		9 774
Ghana	1 048 084		1 048 084
Guinée	304 025		304 025
Guinée-Bissau	644 714		644 714
Jordanie	291 610		291 610
Kenya - MFR	4 227 650	176 265	4 403 915
Lesotho	42 526		42 526
Liberia	6 967		6 967
Mali	30 897		30 897
Mozambique	15 205		15 205
Arabie saoudite	23 058		23 058
Sénégal - MFR	1 220 504	185 659	1 406 163
Sierra Leone	1 045 753		1 045 753
Afrique du Sud - MFR	728 704	120 052	848 756
Soudan	60 719		60 719
République arabe syrienne	674 291		674 291
Ouganda	281 273		281 273
République-Unie de Tanzanie	121		121
Zambie	151 333		151 333
Zimbabwe	28 254		28 254
<b>TOTAL AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT</b>	<b>14 026 234</b>	<b>725 860</b>	<b>14 752 094</b>
<b><u>AMERIQUES</u></b>			
Argentine - MFR	261 340	265 723	527 063
Bolivie	21 257		21 257
Chili	228 057		228 057
Colombie	1 929 366		1 929 366
Costa Rica - MFR	956 279	350 615	1 306 894
République dominicaine	284 617		284 617
Equateur	644 504		644 504
El Salvador	149 498		149 498
Guatemala	685 061		685 061
Haïti	6 428		6 428
Honduras	262 356		262 356
Nicaragua	146 538		146 538
Pérou - MFR	223 485	393 431	616 916
Uruguay	128 368		128 368
Etats-Unis - Washington, D.C. - MFR	796 304	304 144	1 100 448
Etats-Unis - New York - MFR	2 105 474	200 964	2 306 438
Etats-Unis - Chicago	189 753		189 753
Etats-Unis - Miami	191 083		191 083
Etats-Unis - Los Angeles et San Francisco	339 128		339 128
Etats-Unis - Aéroport JFK	576 471		576 471
Etats-Unis - Newark	74 211		74 211
Etats-Unis - Comté d'Orange	709 808		709 808
Venezuela	107 244		107 244
<b>TOTAL AMERIQUES</b>	<b>11 016 630</b>	<b>1 514 877</b>	<b>12 531 507</b>
<b>TOTAL BUREAUX EXTERIEURS</b>	<b>89 542 793</b>	<b>4 879 704</b>	<b>94 422 497</b>
<b>TOTAL SIEGE DE GENEVE</b>	<b>20 353 980</b>	<b>18 072 524</b>	<b>38 426 504</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>109 896 773</b>	<b>22 952 228</b>	<b>132 849 001</b>

**Remarque**

L'appendice 4 résume les dépenses administratives et de personnel selon les endroits où elles sont effectuées. L'appendice 3 résume les dépenses administratives et de personnel par service et par région. La ventilation par région des dépenses administratives et de personnel telle que présentée dans l'un et l'autre appendices ne se prête pas à une comparaison, car certains projets ne peuvent concerner en même temps différents lieux ou régions.



**FONDS DE PRET AUX REFUGIES****INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS**

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la Résolution n° 210 (XII) du 12 mai 1960, permet le financement, en tout ou partie, des coûts de transport des réfugiés et des services connexes, en accordant des prêts sans intérêt à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61ème session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1er janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2002, 30.283 mouvements (contre 53.878 en 2001) ont été effectués grâce au Fonds de prêt aux réfugiés.

**ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
Solde d'ouverture en début d'exercice, soit:		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	11 251 843	9 081 453
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	578 955	600 747
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	28 500 000	33 000 000
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>40 330 798</b>	<b>42 682 200</b>
Contributions au Fonds:		
Contributions du gouvernement des Etats-Unis	12 128 400	17 000 000
Contributions de l'Australie et du Canada	0	108 832
Contributions de migrants russes et ukrainiens	957 861	481 262
Remboursement des billets à ordre	34 614 489	40 476 677
Intérêts créditeurs	79 825	78 613
<b>Total des contributions au Fond</b>	<b>47 780 575</b>	<b>58 145 384</b>
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique et Moyen-Orient	(15 773 286)	(2 820 620)
Amériques	(2 188 317)	(2 402 308)
Asie et Océanie	(7 055 761)	(5 637 077)
Europe	(25 210 398)	(25 058 168)
<b>Total des transferts de fonds en faveur de projets d'opérations</b>	<b>(50 227 762)</b>	<b>(55 918 173)</b>
Diminution de la valeur recouvrable estimative des billets à ordre	(11 300 000)	(4 500 000)
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	(79 825)	(78 613)
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>26 503 786</b>	<b>40 330 798</b>
Solde de clôture en fin d'exercice, soit:		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	8 708 626	11 251 843
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	595 160	578 955
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	17 200 000	28 500 000
<b>Total</b>	<b>26 503 786</b>	<b>40 330 798</b>

**FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)****COMPTABILITE ET EVALUATION DES BILLETS A ORDRE**

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué, au nom de l'OIM, par diverses agences bénévoles qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est remis à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt. Compte tenu des problèmes administratifs et économiques liés à la recherche et au recouvrement des sommes dues par les anciens réfugiés, le taux moyen de recouvrement des billets à ordre est considérablement inférieur aux 75 % de leur valeur nominale.

Les billets à ordre restant dus représentent un montant important pour le Fonds de prêt et leur valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Aucune évaluation exacte ne peut cependant être faite étant donné que les recouvrements futurs dépendent des efforts déployés à cet effet, lesquels peuvent eux-mêmes être influencés par des événements à caractère politique ou économique. Le seul critère raisonnable qui puisse être appliqué pour évaluer la valeur des billets à ordre restant dus est l'expérience acquise dans ce domaine, qui révèle actuellement un taux moyen de recouvrement de l'ordre de 49 % de la valeur nominale (ou 65 % des 75 % récupérables). Pour 2001, le taux de recouvrement estimatif était de 47 % de la valeur nominale (ou 63 % des 75 % récupérables). L'amélioration du taux de recouvrement est le reflet des efforts déployés dans le Comté d'Orange.

	<b>2002 USD</b>	<b>2001 USD</b>
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	28 500 000	33 000 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	8 200 000	14 000 000
Révision de la valeur estimative des recouvrements	15 114 489	21 976 677
A déduire : recouvrements perçus durant l'exercice	<u>(34 614 489)</u>	<u>(40 476 677)</u>
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice	<u>17 200 000</u>	<u>28 500 000</u>

**PROGRAMMES DE DEDOMMAGEMENT****CREATION ET OBJET DES PROGRAMMES**

En juillet 2000, l'OIM a été désignée par le Gouvernement allemand pour être l'une des sept organisations partenaires de la Fondation générale chargée de dédommager financièrement les anciens travailleurs forcés et/ou réduits en esclavage, et autres personnes victimes des injustices du régime nazi. L'OIM est responsable des victimes non juives vivant où que ce soit dans le monde, à l'exception de la République tchèque, de la Pologne et des républiques de l'ex-Union soviétique. Pour mener à bien ces tâches, qui consistent à porter les programmes à la connaissance des bénéficiaires potentiels, à assurer le traitement des demandes de dédommagement et à effectuer les paiements, l'OIM a créé le **Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP)**.

Les activités déployées dans le cadre du **GFLCP** peuvent se résumer comme suit:

**Travail forcé et/ou exercé en situation d'esclavage:** un total de 329.000 demandes ont été reçues, dont on estime que 70.000 devront être honorées. 125.000 demandes ont été traitées: 32.000 ont été approuvées (un premier versement a déjà été effectué) et 93.000 ont été rejetées.

**Préjudices corporels:** 26.000 demandes au total ont été reçues.

**Pertes de biens:** 26.500 demandes ont été reçues au total. 2.000 demandes ont été traitées: 400 ont été approuvées et 1.600 rejetées.

En décembre 2000, l'OIM a également été désignée comme l'une des organisations de mise en œuvre de l'Accord sur le règlement du Contentieux entre les victimes de l'Holocauste et les banques suisses, suite à la décision prise par un tribunal des Etats-Unis. Afin de dédommager les membres non juifs des groupes minoritaires persécutés par le régime nazi ainsi que les travailleurs réduits en esclavage au sein d'entreprises suisses sous le régime nazi, l'OIM a mis sur pied le **Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP)**.

Les activités et les dépenses relatives au Programme **HVAP** peuvent se résumer comme suit:

**Classe I du travail forcé et/ou obligatoire** – 14.000 demandes reçues; **Classe II du travail forcé et/ou obligatoire** – 11.000 demandes reçues; **Classe des réfugiés** - 660 demandes reçues. Plus de 13.000 demandes ont été enregistrées, dont 560 ont été approuvées et ont donné lieu à un paiement.

**ETAT DES FONDS DU GFLCP POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>1 472 965</b>	<b>2 412 303</b>
<b>Contributions au Fonds</b>		
Contributions de la Fondation allemande	70 203 834	14 268 129
Autres recettes diverses	88 506	27 452
<b>Contributions totales au Fonds</b>	<b>70 292 340</b>	<b>14 295 581</b>
<b>Dépenses:</b>		
Dépenses administratives	10 057 470	9 666 057
Indemnités versées et programmes humanitaires	57 782 715	5 568 862
<b>Total des dépenses</b>	<b>67 840 185</b>	<b>15 234 919</b>
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>3 925 120</b>	<b>1 472 965</b>

**PROGRAMMES DE DEDOMMAGEMENT (suite)****ETAT DES FONDS DU HVAP POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>2 933 799</b>	<b>0</b>
<b>Contributions au Fonds:</b>		
Contributions des banques suisses	3 978 600	5 432 233
Contributions diverses	41 905	77 767
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>4 020 505</b>	<b>5 510 000</b>
<b>Dépenses:</b>		
Dépenses administratives	2 848 791	2 551 201
Indemnités versées et programme sociaux	1 402 305	25 000
<b>Total des dépenses</b>	<b>4 251 096</b>	<b>2 576 201</b>
 <b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	 <b>2 703 208</b>	 <b>2 933 799</b>

**Remarque:** les soldes de clôture de ces deux programmes sont compris dans le total du solde de clôture des recettes à affectation spéciale des programmes d'opérations ayant donné lieu à un report de 61.841.207 USD.

**COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE****INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE**

Le compte d'opérations d'urgence (EPA) a été créé en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM en date du 30 août 1993. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et des dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent normalement être remboursées dans leur intégralité aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

**ETAT DU COMPTE POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture du compte en début d'exercice</b>	<b>421 000</b>	<b>421 000</b>
Nouveau prêts accordés en cours d'exercice:		
Enquête sur les combattants de l'UNITA – Angola	(96 800)	–
Préparatifs en prévision de la crise au Moyen-Orient et plans d'urgence	(90 000)	–
	<u>(186 800)</u>	<u>–</u>
Prêts remboursés en cours d'exercice:		
Enquête sur les combattants de l'UNITA – Angola	96 800	–
<b>Solde de clôture du compte en fin d'exercice</b>	<b><u>331 000</u></b>	<b><u>421 000</u></b>
<b>Prêts à court terme en cours en fin d'exercice</b>	<b>90 000</b>	<b>50 000</b>

**Prêt ancien restant à rembourser**

L'ancien prêt restant à rembourser à la fin de 2001 pour le projet de 1997 concernant le renforcement des capacités en Albanie, à hauteur de 50.000 USD, a été supprimé du compte d'opérations d'urgence en 2002 et passé par pertes et profits après avoir été jugé non recouvrable.

**FONDS DE MIGRATION POUR LE DEVELOPPEMENT****INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS DE MIGRATION POUR LE DEVELOPPEMENT**

Le Fonds de migration pour le développement (FMD) a été créé en vertu de la résolution n° 801 (LXI) adoptée le 28 novembre 1990, et s'est substitué, à dater du 1er janvier 1991, au Fonds de compensation de la migration sélective créé en 1966.

Les objectifs du Fonds de migration pour le développement sont les suivant :

- 1) servir d'instrument ordinaire de financement pour la réalisation des buts poursuivis par l'OIM à travers ses activités de migration pour le développement; et
- 2) financer les activités, les projets et les programmes mis en oeuvre par l'Organisation pour favoriser le développement au moyen d'un transfert ordonné et planifié des ressources humaines et par le biais de la coopération technique dans le domaine de la migration.

**ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice</b>	<b>6 627</b>	<b>16 627</b>
Contribution au Fonds en provenance du Gouvernement belge	15 000	15 000
Contribution du Fonds à des projets de coopération technique (PLACMI)	( 21 627)	( 25 000)
<b>Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice</b>	<b>0</b>	<b>6 627</b>

**FONDS DE DOTATION SASAKAWA****INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS DE DOTATION SASAKAWA**

Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 afin de favoriser l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres programmes de migration pour le développement.

En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation Sasakawa, le capital du Fonds doit rester intact en permanence. Seul le revenu du Fonds peut être utilisé pour financer des activités.

**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>COMPTE DE CAPITAL</b>		
Solde du compte de capital	2 000 000	2 000 000
Solde du compte de produits (voir ci-dessous)	4 000	0
<b>Solde total du fonds en fin d'exercice</b>	<b>2 004 000</b>	<b>2 000 000</b>
<b>COMPTE DE PRODUITS</b>		
Solde du compte de produits en début d'exercice	0	68 254
Intérêt créditeur produit durant l'exercice	34 000	81 000
Total du revenu disponible	34 000	149 254
<b>Transferts à des projets</b>		
Assistance aux consultations intergouvernementales sur les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants (APC)	(2 500)	
Renforcement des capacités du Ministère bangladais de la sécurité sociale et de l'emploi outremer	(17 500)	
Réintégration des ex-combattants au Congo	(10 000)	
Migrations pour le développement en Afrique		( 30 000)
Etude sur les migrants irréguliers (conjointement avec l'OIT) – Thaïlande		( 25 000)
Cours interaméricain sur la migration internationale		( 20 000)
Opérations humanitaires d'urgence		( 20 000)
Formation de la police concernant le SIDA - Thaïlande		( 19 254)
Retours de travailleurs d'Indonésie au Cambodge		( 15 000)
Renforcement de la gestion des migrations - Bangladesh et Sri Lanka		( 9 000)
Recherche sur la réintégration des migrants rapatriés- Sri Lanka		( 5 000)
Programme de formation pour centre de recherche asiatique - Thaïlande		( 5 000)
Séminaire de la Croix-Rouge coréenne – Corée du Sud		( 1 000)
Total des transferts à divers projets	(30 000)	( 149 254)
<b>Solde du compte de produits en fin d'exercice</b>	<b>4 000</b>	<b>0</b>

**FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS****ETABLISSEMENT ET OBJET D'UN FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS (RRT)**

Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l' Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à L'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, un fonds de réponse rapide pour les transports (RRT) a été établi en conformité avec le bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

Il sera fait appel à ce fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'effectuer des transports lors d'opérations de rapatriement volontaire, de retour d'émigrés, de réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

Toute utilisation dûment autorisée du RRT sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le RRT seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, et ce au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

**ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice</b>	<b>1 370 403</b>	<b>448 222</b>
Contributions au Fonds:		
Gouvernement du Danemark		255 679
Gouvernement de la Finlande	328 084	251 454
Gouvernement de l'Italie	200 456	
Gouvernement de la Suède	-	272 727
Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique	500 000	500 000
Intérêt créditeur pour 2001 et 2002	61 858	
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>1 090 398</b>	<b>1 279 860</b>
Transferts du Fonds à divers projets:		
Retour volontaire de migrants afghans du Tadjikistan	(99 975)	
Réseau de rapatriement et de réintégration - Afghanistan	(1 000 000)	
Aide au transport - Mozambique	(150 000)	
Opérations d'urgence en Guinée		( 255 679)
Opération d'urgence en ex-République yougoslave de Macédoine		( 150 000)
Réinstallation de réfugiés - Zambie		( 46 000)
Retours volontaires de Haïtiens au départ de Cuba		( 56 000)
<b>Total des transferts du Fonds à divers projets</b>	<b>(1 249 975)</b>	<b>( 507 679)</b>
Remboursement des projets au Fonds:		
Opération d'urgence en ex-République yougoslave de Macédoine		150 000
Retour volontaire de migrants afghans du Tadjikistan	99 975	
Réseau de rapatriement et de réintégration - Afghanistan	1 000 000	
<b>Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice</b>	<b>2 310 801</b>	<b>1 370 403</b>
<b>Transferts nets restant dus en fin d'exercice</b>	<b>150 000</b>	<b>357 679</b>



**GOUVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE FONAPAZ****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002**

Le Fonds fiduciaire FONAPAZ relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>RECETTES</b>		
Octroi de terres et de crédits aux populations déracinées – FORELAP	(246 739)	(1 803 267)
Projets de productivité – FORELAP II	47 812	( 366 928)
Projets d'infrastructure – SOLIXIL	(484)	( 115 924)
Etudes de pré-investissement – EPI	(12 445)	
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	1 628 911	7 785 787
Projets de réhabilitation – PRODIC REHABILITACION	16 200	81 319
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	2 996 347	1 339 802
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	1 338 830	766 519
Programmes techniques – exécutif I - PTV	(5 920 505)	( 20 316)
Programmes techniques – exécutif II - PTP	14 044 460	4 228
Autres projets – DCH		75
Programme d'assistance aux personnes déplacées à l'intérieur des frontières – PAPDE	72 645	
Assistance - ASISTENCIA	6 306	17 118
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch – DPM	47 482	( 182 332)
Programmes techniques – exécutif III – PTR	(73 093)	( 840 799)
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODEFRO	14 155 719	18 908 618
Supervision – SUPERVISION	614 923	162 624
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>28 716 368</b>	<b>25 736 524</b>
<b>DEPENSES</b>		
Octroi de terres et de crédits aux populations déracinées – FORELAP	(168 187)	1 211 277
Projets de productivité – FORELAP II	184	( 239 646)
Etudes de pré-investissement – EPI	(7 404)	81 278
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	1 295 117	7 809 711
Projets de réhabilitation – PRODIC REHABILITACION	459	42 322
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	2 752 422	1 437 099
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	1 541 522	2 359 030
Programmes techniques – exécutif I - PTV	30 905	349 711
Programmes techniques – exécutif II - PTP	14 518 480	1 528 370
Assistance - ASISTENCIA	74 068	28 266
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch – DPM	(161 355)	535 647
Programmes techniques – exécutif III – PTR	23 285	
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODEFRO	17 293 589	23 484 925
Supervision - SUPERVISION	496 473	254 143
Réévaluation du taux de change du solde reporté	(145 471)	673 632
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>37 544 089</b>	<b>39 555 763</b>
Dépenses excédentaires pour l'exercice	(8 827 721)	(13 819 238)
Recettes reportées en fin d'exercice	2 324 036	16 143 275
<b>Recettes reportées en fin d'exercice</b>	<b>(6 503 685)</b>	<b>2 324 037</b>

**GOVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRE FONAPAZ (suite)****ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>ACTIF</b>		
Avoirs bancaires et liquidités	11 295 407	16 470 355
Sommes à recevoir	2 187 412	12 936 936
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>13 482 819</b>	<b>29 407 291</b>
<b>PASSIF ET FONDS</b>		
Sommes à payer	19 986 504	27 083 254
Recettes reportées en fin d'exercice	(6 503 685)	2 324 037
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS</b>	<b>13 482 819</b>	<b>29 407 291</b>

**Remarque générale:**

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et du FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et le FONAPAZ. Les dépenses du fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet de procédures comptables de la part de l'OIM, conformément à son règlement financier.

**Politiques comptables**

Les états financiers ont été établis sur la base comptable du rééchelonnement des dépenses. En conséquence, les recettes sont reconnues comme telles non pas lorsqu'elles sont acquises, mais uniquement lorsqu'elles sont reçues, tandis que les dépenses sont reconnues lorsqu'elles ont été effectuées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les recettes et les dépenses du Fonds fiduciaire sont présentées par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars des Etats-Unis, après conversion au taux de 7,62 selon le taux du 31 décembre 2002 (contre 8,10 au 31 décembre 2001).

<b>LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS</b>					
<b>EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002</b>					
(en USD)					
Donateurs	Contributions sans affectation spéciale USD	Contributions à affectation spéciale		Total des contributions à affectation spéciale	Total USD
		Remboursables*	Autres USD		
<b>ETATS MEMBRES</b>					
Argentine			1 309 642	1 309 642	1 309 642
Australie		2 736 141	52 394 529	55 130 670	55 130 670
Autriche	230 230	290 665	130 780	421 445	651 675
Belgique	843 740		3 251 175	3 251 175	4 094 915
Cambodge			115 406	115 406	115 406
Canada		6 644 344	1 030 176	7 674 520	7 674 520
Chili			534 428	534 428	534 428
Colombie			72 690	72 690	72 690
Costa Rica			4 827	4 827	4 827
République tchèque			159 659	159 659	159 659
Danemark		1 219 724	1 083 774	2 303 498	2 303 498
Equateur			2 161 061	2 161 061	2 161 061
El Salvador			30 800	30 800	30 800
Finlande		541 969	1 600 539	2 142 508	2 142 508
Allemagne			7 161 520	7 161 520	7 161 520
Grèce			118 705	118 705	118 705
Guatemala			1 508 392	1 508 392	1 508 392
Guinée-Bissau			1 036 420	1 036 420	1 036 420
Hongrie		69 910		69 910	69 910
Irlande		26 378	972 243	998 621	998 621
Italie			4 465 083	4 465 083	4 465 083
Japon			435 527	435 527	435 527
Luxembourg	71 447		25 908	25 908	97 355
Mexique			33 458	33 458	33 458
Pays-Bas		598 289	6 493 363	7 091 652	7 091 652
Norvège		2 678 050	5 068 063	7 746 113	7 746 113
Paraguay			25 868	25 868	25 868
Pérou			2 372 889	2 372 889	2 372 889
Pologne			20 000	20 000	20 000
Portugal			42 932	42 932	42 932
Sierra Leone			197 582	197 582	197 582
Slovaquie			13 000	13 000	13 000
Espagne		5 233	31 277	36 510	36 510
Suède		1 183 923	2 686 936	3 870 859	3 870 859
Suisse	299 401	66 674	2 412 995	2 479 669	2 779 070
Royaume-Uni de Grande Bretagne et Irlande du Nord			12 272 932	12 272 932	12 272 932
Etats-Unis d'Amérique	2 000 000		74 036 788	74 036 788	76 036 788
Uruguay			271 081	271 081	271 081
<b>Total - Etats Membres</b>	<b>3 444 818</b>	<b>16 061 300</b>	<b>185 582 447</b>	<b>201 643 747</b>	<b>205 088 565</b>
<b>Etats non membres, agences et autres</b>					
Etats non membres		1 342	404 849	406 191	406 191
Union européenne			8 615 876	8 615 876	8 615 876
Institutions des Nations Unies			4 731 989	4 731 989	4 731 989
Agences bénévoles et autres		650 911	76 153 290	76 804 202	76 804 201
Intérêts créditeurs, change et revenus divers	472 303		3 443 466	3 443 466	3 915 769
<b>Total - Etats non membres, agences et autres</b>	<b>472 303</b>	<b>652 253</b>	<b>93 349 470</b>	<b>94 001 723</b>	<b>94 474 026</b>
Remboursement de billets à ordre			34 614 489	34 614 489	34 614 489
Réfugiés, migrants et répondants			16 624 483	16 624 483	16 624 483
<b>TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS</b>	<b>3 917 121</b>	<b>16 713 553</b>	<b>330 170 889</b>	<b>346 884 442</b>	<b>350 801 563</b>

\* Remboursements ou prépaiements par des Etats Membres, des Etats non membres, des institutions des Nations Unies et autres agences essentiellement dans le cadre des programmes de transport aux fins de réinstallation.

Voir l'appendice 13 pour la liste des contributions volontaires par donateur et par programme.

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002 (en USD)		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
<b>ETATS MEMBRES</b>		
<b>ARGENTINE</b>		
Assistance technique axée sur la planification des mouvements de population dans la province du Río Negro		432 233
Aide aux processus migratoires et création d'entreprises entre l'Argentine et l'Italie		317 238
Commerce frontalier et transit de population le long des points de franchissement internationaux - Buenos Aires		276 704
Mise en place du point de franchissement "Cristo Redentor"		146 847
Renforcement des institutions et coopération		71 422
Accord entre l'OIM et le Secrétariat de la science, de la technologie et de l'innovation productive (SETCIP)		33 774
Coopération technique entre pays en développement		31 424
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 309 642</b>
<b>AUSTRALIE</b>		
Traitement des dossiers concernant les migrants irréguliers souhaitant se rendre en Australie		43 301 402
Soins aux migrants irréguliers et retours volontaires - Indonésie		3 823 774
Rapatriements du Timor occidental au Timor oriental		1 782 600
Retour et réintégration de femmes et d' enfants victimes de trafiquants - Région du Mékong		845 749
Retour de p.d.i. du centre de l' Afghanistan		631 494
Projet de réhabilitation de Jangalak (JRP)		575 256
Appel de l' OIM pour une intervention d' urgence dans la crise en Afghanistan		572 500
Programme renforcé de gestion des migrations au Cambodge		519 000
Conférence ministérielle de Bali sur le trafic illicite et la traite d' êtres humains et sur la criminalité transnationale y associée		333 333
Aide au retour en faveur des demandeurs d' asile afghans résidant actuellement en Australie		131 496
Aide de l' OIM aux Consultations intergouvernementales sur les réfugiés, les personnes déplacées et les migrants (APC)		47 995
Retour de migrants irréguliers sri lankais de Dili au Timor oriental		38 649
Projet jordanien de recherche (migration irrégulière du Moyen-Orient et de l' Asie du Sud-Ouest)		35 000
Rapport "Etat de la migration dans le monde"		25 000
Comparaison du Quantiferon avec les procédés habituels de détection de la tuberculose		8 219
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP) - Remboursements		( 276 938)
Frais de transport et autres dépenses remboursables		2 736 141
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>55 130 670</b>
<b>AUTRICHE</b>		
Projet d' installation d' un refuge à l' intention des femmes victimes de trafiquants à Belgrade	230 230	130 780
Frais de transport et autres dépenses remboursables		290 665
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>421 445</b>
<b>BELGIQUE</b>		
Centre pour le retour et le développement - Belgique	843 740	2 363 550
Appel de l' OIM pour des mesures d' urgence dans l' Afghanistan en crise		642 212
Mobilisation de ressources humaines et autres de la diaspora africaine en Belgique (MIDA)		366 239
Retour et réintégration de demandeurs d' asile Roms des Etats candidats à l' adhésion d' Europe centrale et orientale		100 963
Mise au point de stratégies visant à faire participer les femmes à la prévention des conflits dans la région des Grands Lacs		94 153
Campagne axée sur la dissipation d' opinions erronées sur la migration irrégulière en ex-République yougoslave de Macédoine		81 577
Experts associés		63 617
Campagne d' information axée sur la lutte contre la migration irrégulière entre la Fédération de Russie et la Belgique (Phase II)		60 229
Dépenses administratives et de personnel - Bureau de Bruxelles		52 298
Prévention de la migration illégale et retour et réintégration de demandeurs d' asile de la région de Kosice		48 930
Retour et réintégration professionnelle d' Albanais du Kosovo en provenance de Belgique		42 523
Demandeurs d' asile d' Europe de l' Est en Europe (REAB) - Belgique		36 651
Diffusion d' informations - Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan		33 718
Compilation d' informations sur le retour à l' intention des victimes de la traite, et notamment des mineurs d' âge - Belgique		26 940
Conférence sur la prévention de la traite des êtres humains en prévision de l' élargissement de l' Union européenne		20 669
Réunion de petits groupes de pays en Transcaucasie		18 807
5ème Conférence européenne sur l' intégration des réfugiés		7 738
Retour et réintégration de Bosniaques en Belgique au titre des mesures de protection temporaire (RBB) - Remboursements		( 809 639)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>3 251 175</b>
<b>CAMBODGE</b>		
Evaluation sanitaire générale des soldats démobilisés		115 406
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>115 406</b>

<b>LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS</b>		
<b>EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002</b>		
(en USD)		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
<b>CANADA</b>		
Orientation assurée de l' étranger		549 468
Retour en Ouganda, depuis le Soudan, des personnes enlevées par l' Armée de résistance du seigneur (LRA)		163 013
Aide aux ex-combattants, aux détenus amnistiés, aux p.d.i. et aux jeunes sans emploi - Tadjikistan		126 556
Mise sur pied d' une unité de soutien technique à la Conférence régionale sur la migration - San Jose		50 000
Promotion des droits des migrants en République dominicaine		48 077
Examens médicaux et transport de réfugiés kosovars au Canada		29 915
Stratégies d' intervention dans le cadre de la lutte contre la traite au Bangladesh		23 501
Soutien direct au Centre de transit des victimes de la traite en ex-République yougoslave de Macédoine (DSTC)		23 376
Aide du Canada à la démobilisation au Timor oriental - CADET		16 270
Frais de transport et autres dépenses remboursables		6 644 344
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>7 674 520</b>
<b>CHILI</b>		
Coopération technique entre pays en développement		487 789
Pour une politique migratoire au Chili		46 639
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>534 428</b>
<b>COLOMBIE</b>		
Coopération technique entre pays en développement		40 548
Programme de protection des personnes menacées - Colombie		32 142
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>72 690</b>
<b>COSTA RICA</b>		
Mise sur pied d' une unité de soutien technique pour la Conférence régionale sur la migration - San Jose		4 827
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>4 827</b>
<b>REPUBLIQUE TCHEQUE</b>		
Retours volontaires assistés en République tchèque		155 374
Prévention de la migration illégale en République tchèque, en provenance de la République du Moldova		1 813
Prévention de la migration illégale en République tchèque, en provenance d' Ukraine		1 397
Soutien au Centre d' aide à l' enfance à Bucarest et prévention de la migration irrégulière de mineurs d' âge		1 075
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>159 659</b>
<b>DANEMARK</b>		
Réseau de retour et de réintégration - ouest de l' Afghanistan		515 276
Programme horizontal PHARE - module de migration		241 999
Programme humanitaire d' aide au retour au Kosovo (KHRP)		89 693
Retour d' Afghans qualifiés		86 825
Retour en Bosnie Herzégovine de personnes âgés en provenance des pays nordiques		85 251
Transfert de nationaux afghans qualifiés et diplômés		79 270
Experts associés - Remboursements		( 14 540)
Frais de transport et autres dépenses remboursables		1 219 724
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 303 498</b>
<b>EQUATEUR</b>		
Modernisation du système de délivrance des passeports		2 000 000
Coopération institutionnelle entre l' OIM et le Gouvernement équatorien (UDENOR)		161 061
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 161 061</b>
<b>EL SALVADOR</b>		
Coopération technique entre pays en développement		30 800
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>30 800</b>
<b>FINLANDE</b>		
Retour d' Afghans qualifiés de Finlande		490 677
Retour de p.d.i. du Centre de l' Afghanistan		295 567
Prévention de la traite au Cambodge		246 587
Appel de l' OIM pour une intervention d' urgence dans la crise en Afghanistan		174 978
Rapatriement et aide aux évacués guinéens et autres populations déplacés - Côte d' Ivoire		87 489
Dépenses administratives et de personnel - Bureau d' Helsinki		83 660
Habilitation: Formation et programme d' échange de personnel pour le renforcement du potentiel des organisations s' occupant de réfugiés		70 720

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002 (en USD)		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
<b>FINLANDE (suite)</b>		
Aide aux femmes victimes de trafiquants dans les Etats baltes		37 559
Retour et réinsertion professionnelle de réfugiés albanais du Kosovo en provenance de Finlande		34 840
Retour et réintégration de demandeurs d' asile déboutés		23 980
Programme d' orientation culturelle pour les réfugiés en attente de départ pour la Finlande		23 008
Gestion des demandes d' asile et des droits de l' homme dans les Etats baltes		21 872
Recherche, information et législation sur la traite des femmes dans les Etats baltes		10 768
Programme d' urgence - Serbie-et-Monténégro		7 306
Stratégie de sensibilisation et d' information sur les personnes ayant besoin d' une protection internationale		3 442
Information, conseils, aide au retour et à la réinsertion des demandeurs d' asile - Finlande		( 11 914)
Frais de transport et autres dépenses remboursables		541 969
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 142 508</b>
<b>ALLEMAGNE</b>		
Emigration et réintégration de demandeurs d' asile au départ de l' Allemagne (REAG/GARP)		6 832 846
Programme d' aide à la réinsertion professionnelle - Kosovo		323 698
Experts associés		169 289
Programme d' experts intégrés (GAPPO)		12 966
Programme allemand de coopération en développement - Projet d' aide à l' obtention de visas pour les experts du CIM (EVAP)		6 092
Azerbaïdjan - Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations		2 000
Stratégie de sensibilisation et d' information sur les personnes ayant besoin d' une protection internationale		1 947
Projet d' étude et de réintégration concernant les ex-combattants de l' UÇK - Remboursement		( 187 318)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>7 161 520</b>
<b>GRECE</b>		
Centre régional de transit à Belgrade		85 932
Centre d' information en Grèce pour activités de soutien		22 972
Campagne d' information et de sensibilisation des jeunes contre le racisme et la xénophobie - Athènes		9 801
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>118 705</b>
<b>GUATEMALA</b>		
Projet FONAPAZ		894 167
Coopération multilatérale OIM/Guatemala avec des institutions		426 370
Programme de diagnostic et de soutien socio-économique à l' intention des policiers recrutés parmi les militaires démobilisés		182 855
Etablissement d' une unité de soutien technique (TSU) pour la Conférence régionale sur la migration - San Jose		5 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 508 392</b>
<b>GUINEE BISSAU</b>		
Unité financière et d' achat pour le programme des ex-combattants (financé par la Banque mondiale)		588 438
Démobilisation, transition et réintégration - Guinée-Bissau (financé par la Banque mondiale)		447 982
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 036 420</b>
<b>HONGRIE</b>		
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		69 910
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>69 910</b>
<b>IRLANDE</b>		
Assistance complémentaire au niveau des refuges d' urgence en Sierra Leone		565 164
Mesures de lutte contre la traite, et en particulier des femmes et des mineurs d' âge dans l' Europe du Sud-Est		128 840
Programme pilote d' aide au retour volontaire des demandeurs d' asile et des migrants irréguliers en Roumanie		106 727
Programme pilote d' aide au retour volontaire des demandeurs d' asile et des migrants irréguliers au Nigéria		83 797
Retours volontaires et réintégration dans les pays de la CEI (à l' exclusion des pays candidats à l' adhésion à l' UE)		44 920
Etude comparative des législations et des pratiques internationales dans le domaine de l' immigration		34 228
Projets financés au plan local - Timor		8 567
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		26 378
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>998 621</b>
<b>ITALIE</b>		
Orientation, formation professionnelle et conseils pour les migrants et réfugiés des Balkans		944 934
Aide au retour des enfants victimes de trafiquants le long de la frontière entre la Côte d' Ivoire et le Mali		767 148
Mesures systématiques de soutien à l' intégration sociale des travailleurs migrants en Italie (SASD)		474 545
Plan d' action en faveur de la Tunisie 2001 - 2003		344 206
Renforcement des capacités nationales de lutte contre le VIH/SIDA dans les Balkans et dans la région méditerranéenne		306 796
Programme pilote de promotion du développement des zones d' émigration à Tunis		250 833
Flux migratoire sélectifs en provenance d' Albanie		205 531
Soutien institutionnel aux retours volontaires dans le cadre du programme national d' asile		167 379

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002 (en USD)		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
<b>ITALIE (suite)</b>		
L' image des migrants en Italie dans les médias et la société civile et sur le marché du travail - Phase II		155 392
Experts associés		140 962
Mesures de retour volontaire dans le cadre du programme national d' asile - Italie		134 599
Retours volontaires assistés et réintégration de victimes de la traite depuis l' Italie		106 788
Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire		95 276
Formation de formateurs - Tunis		87 567
Retour de citoyens non ressortissants de l' Union européenne au départ de l' Italie		83 611
Plan d' action sur la Méditerranée occidentale		81 586
Dialogue sur la coopération en matière de migration dans les pays de la Méditerranée occidentale		49 150
Conférence sur la prévention de la traite des êtres humains dans le processus d' élargissement de l' Union européenne		29 490
Programme de migrations pour le développement en Afrique (MIDA)		19 660
Enregistrement et réintégration socio économique des ex-soldats de l' UÇK (ICRS)		13 774
Action conjointe - Projet Italie/CE d' aide d' urgence aux réfugiés du Kosovo		5 856
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>4 465 083</b>
<b>JAPON</b>		
Experts associés		183 761
Santé mentale de l' enfance et traite - Cambodge		176 463
ODP Viet Nam - Appel et groupe de travail SRV		75 303
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>435 527</b>
<b>LUXEMBOURG</b>		
Mobilisation de ressources humaines et autres de la diaspora africaine en Belgique (MIDA)	71 447	25 908
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>25 908</b>
<b>MEXIQUE</b>		
Création d' une unité de soutien technique pour la Conférence régionale sur la migration - San Jose		33 458
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>33 458</b>
<b>PAYS-BAS</b>		
Retour de demandeurs d' asile au départ des Pays-Bas (REAN)		3 484 115
Retours de p.d.i. de l' Ouest de l' Afghanistan dans leur communauté d' origine		1 182 275
Retour d' Afghans qualifiés		276 943
Regroupement familial au Pays-Bas		242 120
Aide transitoire aux ex-soldats de Bosnie-Herzégovine		235 988
Cours international sur la politique et le droit en matière de migration - OIM / UNITAR		199 980
Retour et réintégration de demandeurs d' asile déboutés des Etats de la Transcaucasie et de Russie		187 745
Prévention de la traite des femmes par des campagnes de sensibilisation et par le renforcement des capacités institutionnelles		142 360
Enquête sur le profil des demandeurs d' asile et des réfugiés de Somalie et d' Angola aux Pays-Bas		141 432
Réintégration de rapatriés des Pays-Bas ayant terminé leur formation professionnelle		122 685
Fonds d' aide aux rapatriés des Pays-Bas en Bosnie-Herzégovine (FARRN)		113 634
Experts associés		81 386
Projets pilotes de l' OIM: MIDA Ghana - Pays-Bas		42 151
Système intégré de gestion de l' information pour la gestion des migrations au Maroc		32 735
Recherche, information et législation sur la traite des femmes dans les Etats baltes		10 498
Aide à la réintégration des victimes albanaises de la traite par le biais d' un réseau national de réintégration		8 729
Campagne d' information destinée à dissiper les conceptions erronées et fantaisistes sur la migration irrégulière et la migration régulière		5 622
Micro-crédits / crédits pour le Nord de Mitrovica		2 669
Renforcement des capacités en matière de gestion des migrations - Azerbaïdjan		2 300
Stratégie de sensibilisation et d' information pour les personnes ayant besoin d' une protection internationale		1 781
Démobilisation et réintégration en Guinée-Bissau - Remboursements		( 8 754)
Aide aux victimes de violations des droits de l' homme - Guatemala - Remboursements		( 15 031)
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		598 289
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>7 091 652</b>
<b>NORVEGE</b>		
Aide au retour volontaire de demandeurs d' asile déboutés de Norvège		1 374 145
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP)		900 540
Retour de p.d.i. du centre de l' Afghanistan		404 084
Appel de l' OIM pour des mesures d' urgence dans l' Afghanistan en crise		397 240
Retour de personnes âgées en Bosnie-Herzégovine depuis les pays nordiques		355 026
Programme national de santé mentale - Cambodge		257 993
Assistance transitoire aux ex-soldats de Bosnie-Herzégovine		160 600
Programme de gestion du centre de transit en ex-République yougoslave de Macédoine		150 000
Surveillance de la tuberculose et prévention conjointe VIH/SIDA au Kosovo		150 000

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002 (en USD)		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
<b>NORVEGE (suite)</b>		
Aide aux victimes de la traite - Assistance directe à l' ex-République yougoslave de Macédoine		150 000
Programme albanais sur les politiques et la recherche en matière migratoire		126 559
Aide aux ex-combattants, aux détenus amnistiés, aux p.d.i. et aux jeunes sans emploi en Tadjikistan		122 000
Aide transitoire au ex-soldats de Bosnie-Herzégovine / Republika Serpska		107 094
Réintégration d' ex-combattants par le biais des services d' information et d' orientation (ICRS)		100 000
Retour volontaire de migrants afghans du Tadjikistan et des îles frontalières de Panj (RATP)		99 975
Initiatives de stabilisation des communautés minoritaires à Mitrovica et dans l' Ouest du Kosovo		99 108
Retour du Turkménistan d' Arméniens bloqués sans ressources		57 000
Programme d' urgence en Yougoslavie		47 950
Sierra Leone – contrat de la mission d' observation en vue des élections		8 749
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		2 678 050
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>7 746 113</b>
<b>PARAGUAY</b>		
Projet latino-américain de coopération technique en matière de migration (PLACMI)		25 868
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>25 868</b>
<b>PEROU</b>		
Renforcement du Ministère public péruvien		1 524 439
Programme de réorganisation et de modernisation du Ministère public		848 450
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 372 889</b>
<b>POLOGNE</b>		
Aide transitoire aux soldats démobilisés de Bosnie-Herzégovine		20 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>20 000</b>
<b>PORTUGAL</b>		
"L' égalité pour tous"		42 932
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>42 932</b>
<b>SIERRA LEONE</b>		
Projet multisectoriel à l' intention de 1200 ex-combattants - Sierra Leone (financé par la Banque mondiale)		197 582
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>197 582</b>
<b>SLOVAQUIE</b>		
Retour volontaire depuis la Slovaquie		13 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>13 000</b>
<b>ESPAGNE</b>		
Traitement des migrants des pays du Maghreb et du Mashrek		24 508
Stratégie de sensibilisation et d' information pour les personnes ayant besoin d' une protection internationale		6 769
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		5 233
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>36 510</b>
<b>SUEDE</b>		
Aide d'urgence au transport de p.d.i. de Sierra Leone		474 133
Equipe médicale pour le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine		298 306
Lutte contre la traite des femmes: Ukraine - poursuite et criminalisation		288 733
Activités de prévention du VIH/SIDA parmi les réfugiés de l' Est de la Zambie		280 869
Experts associés		263 759
Retour en Bosnie-Herzégovine de personnes âgées accueillies dans les pays nordiques		252 852
Lutte contre la traite des femmes: Bélarus - poursuite et criminalisation		183 478
Aide aux victimes de la traite des êtres humains au Kirghizistan		163 606
Lutte contre la traite des êtres humains du Kazakhstan (CTRK)		99 970
Campagne nationale d' information - Prévention de la traite des femmes et des enfants au Kazakhstan		79 604
Equipe médicale en Bosnie-Herzégovine		59 737
Projet de Visaginas - Lituanie		54 526
Recherche, information et législation sur la traite des femmes dans les Etats baltes		48 626
Campagne de sensibilisation sur les droits des migrants en Europe		29 641
Conférence sur la prévention de la traite des êtres humains dans le processus d' élargissement de l' Union européenne		28 169
Retours du Timor occidental au Timor oriental		25 902
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP)		20 283
Retours de suède en Irak		15 986
Programme d' urgence pour la Yougoslavie		12 832
Programme régional de lutte contre la traite dans l' Ouest des Balkans		5 924
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		1 183 923
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>3 870 859</b>



LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002 (en USD)		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
<b>SUISSE</b>	299 401	
Frais du bureau de l' OIM à Berne		484 675
Projet d' information concernant le Kosovo		463 489
Cours international sur la politique et le droit en matière de migration - OIM / UNITAR		190 000
Mesures psychosociales et traitement des traumatismes au Kosovo		188 572
Retour volontaire assisté en Angola		175 000
Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (PPRM)		150 983
Initiative de Berne		74 800
Lutte contre la traite des femmes en République de Moldova		67 568
Retours volontaires assistés de Turquie de migrants bloqués sans ressources		67 568
Kazakhstan - CBMMP		65 000
Projet communautaire de remise en état des infrastructures - Azerbaïdjan		60 000
Lutte contre la traite des femmes en Tadjikistan		52 078
Aide suisse à la réintégration (RAS)		47 274
Renforcement des capacités en matière de gestion des migrations au Sri Lanka		44 910
Diffusion d' informations - Arménie		40 000
Diffusion d' informations - Géorgie		40 000
Diffusion d' informations - Azerbaïdjan		40 000
Systèmes de publication		40 000
Kirghizistan - CBMMP		37 000
Retour volontaire de nationaux iraqiens de Suisse		34 592
RIF - Fonds d' information sur les retours - Suisse		29 700
Conférence sur la prévention de la traite des êtres humains dans le processus d' élargissement de l' Union européenne		29 528
Point régional de transit à Belgrade		26 786
Sierra Leone - Contrat relatif à la mission d' observation en prévision des élections		12 761
Migrants et Nicaraguayens sans papiers au Costa Rica		10 000
Bishkek - Centre de gestion des migrations		3 755
Réunions de petits groupes de pays en Transcaucasie		3 199
Personnel détaché - Remboursements		( 66 243)
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		66 674
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 479 669</b>
<b>ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D' IRLANDE DU NORD</b>		
Réseau de retour et de réintégration - Ouest de l' Afghanistan		2 857 143
Programme pilote de retour volontaire assisté du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d' Irlande du Nord		2 085 779
RQA Retour d' Afghans qualifiés		1 484 375
Projet relatif à la sécurité du personnel de l' OIM		1 436 185
Fonds de réintégration pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d' Irlande du Nord		875 608
Préparatifs de l' OIM pour la crise au Moyen-Orient / Iraq		395 000
Aide au retour et à la réinsertion des personnes déplacées à l' intérieur des frontières - Angola		390 625
Aide transitoire aux ex-soldats de Bosnie-Herzégovine		359 269
Retour et réintégration en Somalie depuis le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d' Irlande du Nord		339 077
Projets financés au plan local - Afghanistan		308 190
Réintégration de travailleurs miniers licenciés du Lesotho		235 182
Retour volontaire de migrants irréguliers bloqués en Albanie		224 584
Aide transitoire aux ex-soldats de Bosnie-Herzégovine / Republika Serpska		197 385
Renforcement des capacités en matière d' élaboration et de gestion de programmes		156 651
Mise au point des meilleures pratiques: lutte contre la traite des femmes et des jeunes filles dans les Balkans		142 541
Retour volontaire de migrants irréguliers bloqués en Bosnie-Herzégovine		120 000
Renforcement des capacités de réaction de l' OIM en situation de crise - Evaluation sur le terrain		116 200
Renforcement des capacités de réaction de l' OIM en situation de crise - Déploiements d' urgence		106 856
Renforcement des capacités en matière de gestion des migrations au Sri Lanka		66 355
Soyez informés! Lutte contre la traite par les biais de l' information		66 112
Retour volontaire de migrants chinois irréguliers bloqués en Croatie		56 000
Renforcement des capacités de réaction de l' OIM en situation de crise - Personnel détaché		51 733
Flux migratoires irréguliers en Europe: sources de données, schémas et tendances		42 857
Programme humanitaire de retour au Kosovo (KHRP)		42 004
Renforcement des capacités de réaction de l' OIM en situation de crise - Mission d' évaluation au Soudan		42 000
Renforcement des capacités de réaction de l' OIM en situation de crise - Mission d' évaluation au Liberia		36 681
Campagnes d' information et aide au retour volontaire depuis Sangatte (Calais) - France		14 855
Elaboration d' un plan d' action visant à rendre les retours en Iraq plus durables		9 010
Programme de recherche sur la migration - Moscou		7 588
Atelier sur la traite des femmes au départ de l' Ethiopie		7 087
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>12 272 932</b>

<b>LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS</b>		
<b>EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002</b>		
<b>(en USD)</b>		
<b>Donateurs</b>	<b>Contributions</b>	
	<b>sans affectation spéciale</b>	<b>à affectation spéciale</b>
<b>ETATS-UNIS D'AMERIQUE</b>	2 000 000	
Programme de réfugiés aux Etats-Unis - Bureau de la population, des réfugiés et des migrations		14 671 617
Initiative d' atténuation des conflits - ex-République yougoslave de Macédoine		6 005 301
Initiatives de renforcement communautaire dans le nord de l' Equateur		5 727 400
Aide aux p.d.i. et aux communautés d' accueil - Colombie		5 411 737
Formation du Corps de protection du Kosovo (KPC)		5 202 250
Initiative transitoire en Afghanistan (ATI)		5 034 241
Réseau de rapatriement et de réintégration, Ouest de l' Afghanistan		4 800 000
Programme de renforcement de la paix en Colombie		1 892 143
Projet de soutien à l' infrastructure municipale pour l' Albanie (MISB)		1 863 912
Retour de p.d.i. du Nord et de l' Ouest de l' Afghanistan		1 658 700
Elément de formation renforcé (ETC) - Corps de protection civile du Kosovo (KPC)		1 364 960
Projet de distribution de matériel d' urgence - Afghanistan		1 265 261
Programme d' appui aux enfants ex-combattants - Colombie		1 115 266
Initiative transitoire au Kosovo (KTI)		1 056 359
Appel de l' OIM pour une intervention d' urgence dans l' Afghanistan en crise		1 000 000
Projet afghan d' information d' urgence		937 456
Formation de 15 membres du corps judiciaire colombien au Costa-Rica		700 000
Programme pour le renforcement de la paix par des initiatives de la société civile au niveau communautaire, Bogota		699 302
Initiative de remise en état de l' infrastructure de Mitrovica (MIRI)		583 271
BELE - Renforcement de l' habilitation, du leadership et de l' engagement - Dili		561 148
Renforcement de la gestion des migrations en Ukraine		500 000
Réintégration et réadaptation des victimes secourues en Inde		500 000
Aide à la réintégration des victimes de la traite au Cambodge		500 000
Modernisation et sécurisation des procédures de délivrance de passeports - Honduras		411 000
Prévention de la traite et programmes d' information sur le VIH/SIDA à l' intention des écoles en Ethiopie		383 276
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations en Géorgie		371 223
Sécurité des hébergements au Liban		359 300
Enfants de Yeji victimes de la traite - Ghana		350 000
Mesures de lutte contre la traite des femmes et des mineurs d' âge du Nigéria et prévention du VIH/SIDA et des MST		330 000
Gestion du risque communautaire et municipalités vulnérables du Honduras		302 379
Lutte contre la traite des femmes au Bélarus		300 000
Promotion des droits des migrants et renforcement de la gestion des migrations en République dominicaine		300 000
Aide à la réintégration des victimes nationales albanaises		300 000
Soins aux p.d.i. et prise en charge dans le Nord et l' Ouest de l' Afghanistan		292 262
Activités de lutte contre la traite en Roumanie		277 270
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations en Ukraine		258 157
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations en Azerbaïdjan		250 680
Refuges en El Salvador		250 000
Programme d' octroi de micro-subsventions pour la promotion de la paix et des droits de l' homme en Colombie		250 000
Renforcement des capacités de lutte contre la traite des femmes et des enfants au Bangladesh		230 000
Action menée par l' OIM en Bulgarie en vue de la création d' une organisation non gouvernementale		225 000
Retour et réintégration de rapatriés tajiks du Pakistan (entrepreneurs pour la paix 2)		210 000
Arménie - Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations		200 074
Renforcement des capacités dans le cadre du programme de gestion des migrations en Serbie-et-Monténégro		200 000
Programme sur les politiques et la recherche en matière migratoire (MPRP)		200 000
Retours du Timor occidental au Timor oriental		200 000
Système d' information statistique sur les migrations en Amérique centrale - SIEMCA		200 000
Conférence ministérielle de Bali sur l' introduction clandestine et la traite des êtres humains et sur la criminalité transnationale associée		195 080
Lutte contre la traite des personnes - Afghanistan		190 900
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations - Kirgizistan		182 512
Création d' une unité de soutien technique pour la Conférence régionale sur les migrations - San Jose		179 460
Lutte contre la traite en République dominicaine		174 000
Suivi du séminaire international sur la politique migratoire et la planification de l' OIM pour la région des Caraïbes		169 300
Centre de coopération technique		157 818
Création d' entreprises dans les régions minoritaires - Kosovo		154 133
Processus transitoire pour les FALINTIL		152 929

<b>LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS</b>		
<b>EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002</b>		
<b>(en USD)</b>		
<b>Donateurs</b>	<b>Contributions</b>	
	<b>sans affectation spéciale</b>	<b>à affectation spéciale</b>
<b>ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)</b>		
Atelier international sur les migrations en Afrique de l'Ouest		140 000
Lutte contre la traite des femmes: République du Moldova, protection et aide à la réintégration		125 000
Lutte contre la traite des femmes: Ukraine, protection et aide à la réintégration		125 000
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations - Kazakhstan		121 189
Aide d'urgence pour les migrants salvadoriens rapatriés des Etats-Unis d'Amérique		116 121
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations - Tadjikistan		114 101
Aide transitoire au ex-soldats de Bosnie-Herzégovine		112 123
Programme de recherche sur les migrations de Moscou		105 000
Dialogue sur les migrations pour l'Afrique australe		100 000
Migrations pour le développement en Afrique, activités liées au dialogue régional OIM/CEDEAO		100 000
Prévention de la traite des femmes et des enfants au Kazakhstan		100 000
Programme établissant l'identification des réfugiés du Timor oriental en Indonésie		100 000
Programme assurant le transport en sécurité et en bon ordre jusque dans des sites locaux d'intégration en Indonésie		100 000
Initiative régionale caraïbe sur le VIH/SIDA et populations mobiles, Phase I		100 000
Retour et réintégration de femmes victimes de trafiquants du Kosovo		100 000
Enquête sur les combattants de l'UNITA dans des zones de cantonnement sélectionnées - Angola		100 000
Projet d'élection participative (PEP)		94 068
Planification globale de la reconstruction au lendemain du passage du cyclone Mitch		82 839
Remboursement de l'impôt sur le revenu		75 000
Recherche sur la traite à destination de la Turquie		75 000
Rédaction d'un manuel de l'OIM destiné aux forces de l'ordre; formation des membres des forces de l'ordre		73 600
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations - Turkmenistan		62 438
Hébergement et protection de femmes et de jeunes filles victimes de trafiquants en Bosnie-Herzégovine		58 460
Projet de développement d'ONG actives dans le domaine des migrations - Kirgizistan		53 818
Coopération entre la Thaïlande et le Laos au niveau de la lutte contre la traite		51 335
Prévention du VIH/SIDA dans les populations mobiles le long du corridor à haut risque		50 027
Campagne d'informations sur la sensibilisation aux risques et aux conséquences de la migration irrégulière - Honduras		50 000
Programme de coopération technique sur la migration dans les Amériques		50 000
Amplification des meilleures pratiques en vue d'en faire profiter un certain nombre d'écoles - Costa Rica		46 500
3ème Conférence sud-américaine sur la migration - Lima		30 000
Développement national des ONG actives dans le secteur des migrations - Arménie		28 818
Développement national des ONG actives dans le secteur des migrations - Azerbaïdjan		28 818
Développement national des ONG actives dans le secteur des migrations - Géorgie		28 818
Elaboration de stratégies, de projets et de programmes en vue d'une réinstallation durable - Angola		27 990
Campagne de sensibilisation à la lutte contre la traite ciblant les jeunes femmes/filles		25 473
Experts associés		25 000
Projets pilote de développement et de réintégration au niveau communautaire - Angola		23 723
Assistance technique au gouvernement kirgize dans la lutte contre la traite des êtres humains		19 610
Projets financés au niveau local - Timor		18 752
Retour et réintégration de 500 inscrits de la LRA par des services d'information, de conseils et d'orientation		18 655
Lutte contre la migration irrégulière et la traite des personnes dans les pays de la communauté andine		14 364
Conférence régionale - santé et traite		14 243
Consolidation des études de cas sur la traite des migrants en Amérique centrale		13 741
Mise à niveau des capacités du système éducatif costa-ricain touché par le cyclone Mitch		11 431
Soutien à la démobilisation et à la réconciliation nationale au Guatemala		10 535
Réhabilitation d'enfants victimes de trafiquants originaires du Delta de Mekong		10 000
Prévention de la traite des femmes et des enfants en Croatie		9 449
Protection, retour et réintégration de personnes victimes de trafiquants en Serbie-et-Monténégro		9 243
Recherche appliquée dans le domaine de la traite en Azerbaïdjan		5 656
Prévention de la traite par la fourniture d'informations sur des services de conseil		3 526
Projet santé/migration - Tak et Chiang Rai		3 220
Programme d'assistance pour la protection et la réintégration des femmes et des enfants victimes de trafiquants		2 153
Aide aux victimes de violations des droits de l'homme - Guatemala - Remboursements		( 25 616)
Programme d'aide au retour - Zagreb - Remboursements		( 159 511)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>74 036 787</b>
<b>URUGUAY</b>		
Programme concernant les jeunes Uruguayens rencontrant des difficultés dans leur insertion sur le marché du travail - Uruguay		152 192
Accord de coopération avec le Gouvernement uruguayen		112 869
Mise en réseau d'expatriés hautement qualifiés - Buenos Aires		6 020
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>271 081</b>
<b>Total partiel - Etats Membres</b>	<b>3 444 818</b>	<b>201 643 747</b>

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002 (en USD)		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
<b>AUTRES ETATS</b>		
<b>CHINE</b>		
Réunion sous-région APC Mekong à Beijing		10 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>10 000</b>
<b>ISLANDE</b>		
Frais de transport et autres frais connexes remboursables		1 342
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 342</b>
<b>NOUVELLE-ZELANDE</b>		
Retour de p.d.i. de l'Afghanistan central		248 000
Mouvements à destination de la Nouvelle-Zélande		96 264
Retour de migrants irréguliers sri lankais de Dili au Timor		26 719
Conférence ministérielle de Bali sur le trafic illicite et la traite des êtres humains et sur la criminalité transnationale y associée		23 866
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>394 849</b>
<b>Total partiel - Etats non membres</b>		<b>406 191</b>
<b>UNION EUROPEENNE</b>		
Mission d'observation de l'UE en prévision des élections parlementaires au Pakistan		1 230 468
Aide d'urgence aux camps de Baghi Sherkat et d'Amir Abad dans la région de Kundu (Nord de l'Afghanistan)		1 099 411
Projet de recouvrement des moyens d'existence pour les personnes déplacées par le tremblement de terre et pour les sauniers migrants du Gujarat		940 681
Sierra Leone - Mission d'observation de l'UE en prévision des élections		851 000
Centres de transit de p.d.i. regagnant leur pays - Afghanistan		547 009
Retour de p.d.i. de la région centrale, essentiellement de la ville de Kaboul, jusque dans leurs lieux d'origine très éloignés		489 237
Création d'entreprises dans les régions minoritaires - Kosovo		485 547
Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations en vue de retours durables au Sri Lanka		465 797
Retour et réintégration de p.d.i. de Faryab/Kunduz - Afghanistan		448 877
Lutte contre la traite des femmes: République du Moldova		371 930
Retour volontaire et réintégration de migrants irréguliers et de victimes de la traite bloqués en Albanie		286 951
Stratégie de sensibilisation et d'information pour les personnes ayant besoin d'une protection internationale		220 443
Conférence sur la prévention de la traite des êtres humains en prévision de l'élargissement de l'Union européenne		150 313
Projet d'aide aux p.d.i. dans l'Ouest de l'Afghanistan - camp de Shaidayee		146 770
Identification d'approches durables du retour volontaire et de la réintégration des demandeurs d'asile		118 105
Séminaires/ateliers sur la traite des mineurs d'âge non accompagnés dans les Etats Membres de l'UE		109 491
Gestion des demandes d'asile et des droits de l'homme dans les Etats baltes		96 478
Retour des déplacés du Timor oriental - Phase III		92 676
Centre de post-information pour réfugiés et rapatriés, et reconnaissance de leurs compétences techniques - Athènes		89 848
Elaboration d'un plan d'action destiné à accroître la durabilité des retours en Iraq		77 237
Retour et réintégration de 60 Rwandais qualifiés		72 744
Modules de formation pour le personnel des ambassades et autres personnels clefs de gestion des migrations		71 725
Sensibilisation et formation juridique des juristes concernant les principes discriminatoires - Helsinki		46 979
Séminaire sur l'échange d'informations et les systèmes de protection des victimes de la traite dans les Etats Membres de l'UE		42 883
Retour volontaire intégré - Guinée-Bissau		41 425
Projet Odysseus pour la Chine		41 320
Evaluation des services à la frontière et développement stratégique - Ex-République yougoslave de Macédoine		39 051
"Parraineté-Citoyenneté" - Portugal		36 098
Partage d'expériences: les leçons tirées des nouveaux pays d'immigration à l'intérieur de l'UE et en Autriche		21 864
Education dans le cadre de l'enseignement secondaire contre la traite des êtres humains - Hongrie		18 496
Lutte contre la traite des femmes - Ukraine		18 208
Retour volontaire et réintégration de personnes déplacées d'Italie vers les Balkans		16 469
MIGRATOOLS - Développement des compétences et instruments d'orientation pour l'initiation professionnelle des migrants		14 255
Retour et réintégration de demandeurs d'asile déboutés - Finlande		10 417
Aurez vous encore besoin de moi ? - Portugal		8 923
Retour des Timorais de l'Est déplacés - Phase II		8 200
Formation aux techniques d'excavation - Chaheriz (préservation d'une compétence traditionnelle) - Nakhichevan		3 433
Recherche sur les besoins en main-d'œuvre qualifiée du Somaliland dans les pays de l'UE - Remboursements		( 6 040)
Retour, réintégration et développement en Somalie depuis le Royaume-Uni - Remboursements		( 17 679)
Elections au Nicaragua - Remboursements		( 191 164)
<b>Total partiel - Union européenne</b>		<b>8 615 876</b>

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002 (en USD)		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
<b>PNUD</b>		
Réintégration d' ex-combattants - Congo		1 213 117
Elaboration de stratégies, de projets et de programmes pour une réinstallation durable - Angola		294 566
Renforcement économique au Nakhichevan par la mobilisation communautaire et par des programmes de micro-crédits		262 569
Personnel détaché		88 790
Prévention et lutte contre le VIH/SIDA parmi les soldats démobilisés et dans leurs communautés - Ethiopie		26 307
Renforcement de la migration de main-d' oeuvre		25 587
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 910 936</b>
<b>HCR</b>		
Transport jusque dans les pays de réinstallation ou transit de réfugiés au départ de divers pays		441 977
Opération d' urgence en Guinée		345 230
Projet OIM/HCR de sélection de réfugiés - Serbie-et-Monténégro		241 000
Rapatriement volontaire de réfugiés de la Fédération de Russie		72 397
Rapatriement du Kenya		67 639
Transport et assistance logistique au HCR et au Gouvernement mozambicain		60 000
Rapatriement volontaire de réfugiés au départ de l' Afrique du Sud		58 701
Regroupement familial en France		50 485
Aide d' urgence au camp de p.d.i. de Maslak - Ouest de l' Afghanistan		38 759
Rapatriement volontaire de réfugiés de différentes origines		33 895
Aide au retour volontaire de Hongrie		28 365
Aide au retour volontaire au Burundi d' hommes politiques exilés		26 229
Réfugiés du Moyen-Orient et de l' Afrique		22 615
Réinstallation de réfugiés depuis la Jordanie		14 410
Appui aux activités de réinstallation du HCR en Iran		13 204
Formation linguistique des réfugiés - Europe - Remboursements		( 1 818)
Programme de rapatriement de Kurdes -Remboursements		( 14 437)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 498 651</b>
<b>AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES</b>		
UNJLC - Personnel détaché		261 057
ONUSIDA - Chercheurs, VIH/SIDA et migrations - Afrique de l' Ouest et Caraïbes		5 878
- Etude sur le VIH et la migration		47 907
- Point focal VIH/SIDA sur la migration pour l' Afrique australe		18 658
- Campagne d' information, d' éducation et de formation axée sur la prévention du VIH/SIDA et des MST		6 513
UNESCO - Coopération technique entre pays en développement - Amérique du Sud		20 162
UNICEF - Amélioration des services de soins aux enfants au centre de détention de Bangkok		14 339
- Projets financés au plan local - Timor oriental		1 523
- RAR - Evaluation rapide VIH/SIDA et réaction		9 897
- Aide au retour de 159 enfants de l' Ouganda en République démocratique du Congo - remboursement		( 16 644)
MINUK - Enregistrement et réintégration socio économique d' ex-soldats de l' UÇK		65 429
- Mesures psychosociales et traitement des traumatismes au Kosovo		2 527
ATNUTO - Projets financés au plan local - Timor oriental		31 859
FNUAP - Cours international sur la politique et le droit en matière de migration		54 198
- Service de santé génésique pour les femmes et les enfants de Bosnie-Herzégovine		47 501
- Migrants et Nicaraguayens sans papiers au Costa Rica (sous l' angle des droits de l' homme)		10 000
PVNU - Aide au transport des Nations Unies		44 834
PAM - Projet Gulu - secours d' urgence - Ouganda		297 528
- Création de micro-entreprises - Arménie		9 015
OMS - Prévention et gestion du VIH/SIDA - Ethiopie		35 505
OIT - Amélioration de la gestion de la politique migratoire et de la migration de main-d' oeuvre irrégulière - Thaïlande		7 000
- Renforcement des capacités dans le cadre du programme de gestion des migrations - Tadjikistan		5 784
- Cours international sur la politique et le droit en matière de migration		5 290
FAO - Liens entre l' occupation des sols, le VIH/SIDA, la population et le genre		51 740
OCHA - Réceptionnement et entreposage de kits destinés au cantonnement d' urgence et à l' accueil des familles		280 848
- Aide d' urgence en matière de transport pour les p.d.i. de la Sierra Leone		4 054
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 322 402</b>
<b>Total partiel - Autres organes des Nations Unies</b>		<b>4 731 989</b>

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME - PROGRAMMES D'OPERATIONS EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002 (en USD)		
Donateurs	Contributions	
	sans affectation spéciale	à affectation spéciale
<b>AGENCES BENEVOLES ET AUTRES</b>		
Fondation allemande "Mémoire, responsabilité et avenir" - Programme allemand de dédommagement du travail forcé		70 228 728
Fonds du règlement - Contentieux relatif aux avoirs des victimes de l' Holocauste (Banques suisses)		3 978 600
Consultations informelles HCR/OIM		962 500
Croix-Rouge suédoise - Frais de transport et autres frais remboursables		650 911
Agencia Espanola di Cooperacion Internacional - Gestion des fonds destinés au transport d' experts - Lima		277 715
Titan Systems Corporation - Renforcement des capacités au niveau de la gestion des migrations - Géorgie		137 299
Organisation des Etats américains (OEA) - Coopération technique entre pays en développement - Amérique du Sud		132 330
Centre pour la lutte contre les maladies - OIM - Service de lutte contre la tuberculose à Ho-Chi-Minh-Ville		62 185
Medtronic Foundation - Formation d' infirmières		45 000
Fondation Soros - Assistance à la réintégration des victimes albanaises et diffusion d' informations en Azerbaïdjan		30 948
Lions Club International - Initiative d' aide à l' information pour le Kosovo (KIAI)		28 161
Terres des Hommes - Projet sur les traumatismes de la population du Cambodge		27 500
Amnesty International - Retour et réintégration de 500 inscrits de la LRA par l' information - Nairobi		20 060
Association finno-bosniaque - Retour de personnes âgées en Bosnie-Herzégovine depuis les pays nordiques		19 691
Centre de recherche sur le développement international - Ateliers de dédommagement pour les délégations palestinienne et israélienne		18 995
Coca Cola Corporation - Projet d' intégration sociale pour les Grecs migrants, réfugiés et rapatriés		16 501
Université de Tumbes (Pérou) - Gestion des fonds destinés au transfert de ressources humaines qualifiées		15 183
American Planning Association - Ateliers APA de logistique et de tâches associées		15 082
Fondation Roi Baudoin - Evaluation des migrations dans l' Europe du Sud-Est		14 507
Centre international pour le développement de politiques migratoires - Cours international sur la politique et le droit en matière de migration		14 444
NORAD - Migrants et Nicaraguayens sans papiers au Costa Rica		10 375
World Vision - Appel de l' OIM pour une intervention d' urgence dans l' Afghanistan en crise		10 032
Asia Foundation - Prévention de la traite au Cambodge		9 000
Hôpital universitaire du Canton de Genève		7 978
Office des Migrations Internationales - Retours volontaires assistés d' Afghans résidant en France		7 386
American Bar Association - Programme de recherche sur les migrations de Moscou		4 949
Fondation pour les travailleurs de la construction - Argentine - Coopération technique entre pays en développement		4 489
Les parlementaires pour l' action mondiale - Manifestation à Abidjan		1 875
Balkans - Elections hors du Kosovo 2001		10 690 ( 250 540)
Transfert du compte de préparation d' urgence (EPA) pour le financement de projets (Appendice 7)		90 000
Recettes transférées à divers projets en provenance du Fonds de migration pour le développement (Appendice 8)		21 627
Recettes transférées à divers projets en provenance du Fonds de dotation Sasakawa (Appendice 9)		30 000
Avance nette aux projets en provenance du Fonds de réponse rapide pour les transports (Appendice 10)		150 000
<b>Total partiel - Agences bénévoles et autres</b>		<b>76 804 201</b>
<b>Intérêts créditeurs, change et recettes diverses</b>	472 303	3 443 466
Remboursements de billets à ordre (Appendice 5)		34 614 489
Refugiés, migrants et répondants		16 624 483
<b>TOTAL</b>	<b>3 917 121</b>	<b>346 884 442</b>
<b>TOTAL GENERAL - CONTRIBUTIONS</b>		<b>350 801 563</b>

**OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES****MISSION DE VERIFICATION ET OBJET**

C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé, par sondage, à un examen des pièces fournies à l'appui des sommes comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectuées par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

**OPINION**

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons vérifié, pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002, les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations à Genève, à savoir l'actif, le passif et les fonds, exprimés en dollars des Etats-Unis, ainsi que les recettes et les dépenses, exprimées en dollars des Etats-Unis et en francs suisses.

Nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandées et, après vérification des comptes, nous déclarons qu'à notre avis, les états financiers et les notes explicatives s'y rapportant donnent une image exacte et fidèle des recettes et des dépenses des programmes et des fonds de l'Organisation pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002, ainsi que de sa situation financière à cette date.

Un rapport distinct, contenant un résumé des résultats de vérification, ainsi que nos principales observations et recommandations, sera soumis à l'OIM pour information et examen.

Rune Kristiansen

Ingvil B. Hillestad

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège  
3 avril 2003

**FONDS DETENUS DANS LA CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL**  
**RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002****Introduction**

La raison d'être de la Caisse de prévoyance de l'OIM est la constitution d'un fonds de retraite pour les membres du personnel. A cet effet, deux fonds ont été constitués, l'un en francs suisse, essentiellement pour les employés (catégorie Services généraux) du Siège, et l'autre en dollars des Etats-Unis, essentiellement pour l'ensemble des fonctionnaires (catégorie Administrateurs) et les employés de certains bureaux extérieurs.

Ces fonds sont alimentés au moyen de déductions obligatoires sur les traitements du personnel et de contributions de l'Organisation à hauteur respectivement de 7,9 % et de 15,8 % du traitement soumis à retenue aux fins de la retraite.

Ces doubles cotisations sont placées dans un fonds central "de base", investi sous la forme de titres portant intérêt à court terme dans la monnaie dans laquelle les fonds sont détenus. Ceux-ci sont répartis entre deux portefeuilles gérés par des gestionnaires extérieurs, Pictet Asset Management à Genève pour le portefeuille en francs suisses et Gartmore Investment Management à Londres pour le portefeuille en dollars. Des avoirs en espèces sont en outre gérés par la Division de la trésorerie au Siège et placés sous la forme de dépôts bancaires à terme.

Les investissements des fonds détenus dans ces portefeuilles présentent un très faible niveau de risque et sont supposés fournir un rendement reflétant les marchés monétaires à court terme (c'est-à-dire avec une date d'échéance expirant au plus tard à un an).

En 2000, l'Organisation a offert aux membres du personnel la possibilité de placer, à leurs propres risques, jusqu'à 50 % de leur avoir dans des fonds communs de placement en actions. Ces investissements sont directement répercutés sur l'avoir des membres du personnel concernés dans la Caisse de prévoyance et reflètent ainsi les pertes subies ou les gains réalisés.

Six fonds communs de placement sont actuellement proposés aux membres du personnel souhaitant y investir une partie de leur avoir, soit en francs suisses (CHF), soit en dollars E-U (USD), à savoir : Banque Pictet - Valsuisse (CHF), Global Equities (CHF), US Equities (USD), World Equities (USD), IST Foundation - Mixta Optima (CHF), et UBS - Balanced Fund A (USD).

Les fonds placés par Pictet sont investis intégralement dans des actions qui présentent à court terme un niveau de risque moyen à élevé. Les autres fonds sont investis dans des portefeuilles équilibrés composés d'actions et d'obligations qui présentent un niveau de risque moyen à faible.

Par ailleurs, les membres du personnel ont la possibilité de convertir tous les six mois dans l'une des deux monnaies (dollar – franc suisse ou vice versa) une partie du solde qu'ils détiennent sous la forme de placements de base dans la Caisse de prévoyance. Ceci a pour but de diversifier les risques de change.

A la fin de 2001, un comité mixte composé de représentants de l'Administration et de l'Association du personnel a récemment été créé pour examiner et recommander d'éventuelles nouvelles améliorations structurelles à la Caisse de prévoyance dans l'intérêt des membres du personnel. En 2002, le comité a procédé, sous la forme d'un questionnaire, à un exercice approfondi destiné à solliciter les vues et les sentiments du personnel concernant l'amélioration de la Caisse de prévoyance. Comme on pouvait s'y attendre, les réponses ont révélé toute une variété de besoins et d'attentes. Le comité est à présent chargé d'élaborer la base d'un régime révisé devant permettre de satisfaire les divers besoins de l'ensemble du personnel. A l'heure actuelle, des discussions sont en cours avec des experts d'institutions financières, au terme desquelles le comité conjoint présentera ses conclusions et ses propositions aux membres de la Caisse de prévoyance.



**FONDS DETENUS DANS LA CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL (suite)**  
**RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2002****Membres de la Caisse**

Le nombre approximatif de membres de la Caisse de prévoyance au 31 décembre 2002 se décomposait comme suit:

Siège – Paie en francs suisses	180
Siège – Paie en dollars	440
Tous autres bureaux – Paie en dollars	<u>350</u>
Total	<u>970</u>

**Conditions du marché et résultats**

Le marché mondial des actions a confirmé sa tendance à la baisse en 2002 et est resté très incertain en raison des événements politiques mondiaux et du ralentissement des économies. Ce déclin se reflète dans la diminution de la valeur des fonds communs de placement, et plus particulièrement de ceux composés d'actions. Un tableau des indices des marchés boursiers a été joint au présent rapport financier à titre de référence.

Les taux d'intérêts à court terme ont continué de baisser car les politiques monétaires des banques centrales plaident pour le maintien d'une baisse des taux. Cette tendance s'est poursuivie en 2003 jusqu'à atteindre des niveaux encore inférieurs à ceux de la fin 2002. Elle s'est directement répercutée sur les résultats des placements de base, d'autant plus que la politique consistant à ne choisir que des instruments à court terme a eu pour effet que les rendements ont directement subi les changements intervenants au niveau des taux d'intérêts à court terme du marché en dollars et en francs suisses. A titre d'indication, nous donnons dans le présent rapport financier un tableau des taux d'intérêts interbancaires.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>ACTIF</b>		
Comptes courants	9 116	40 657
Comptes de dépôt	15 475 023	8 601 921
Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs (Note 1)	23 005 682	22 712 064
Investissements dans des fonds communs de placement (Note2)	2 887 440	3 278 016
Intérêts acquis	7 657	15 037
Compte réciproque de l'OIM (Note 3)	4 770 912	4 999 280
Compte réciproque - Caisse de prévoyance en CHF	0	100 403
Recouvrable des revenus à la source	762	734
	<hr/>	<hr/>
	46 156 592	39 748 112
	<hr/>	<hr/>
<b>PASSIF</b>		
Compte réciproque de la Caisse de prévoyance en CHF	10 502	0
	<hr/>	<hr/>
	10 502	0
	<hr/>	<hr/>
<b>ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE</b>	<b>46 146 090</b>	<b>39 748 112</b>
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>
Constitué de l'		
<b>EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL</b>	<b>46 146 090</b>	<b>39 748 112</b>
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>COTISATIONS</b>		
Cotisations du personnel	2 851 614	2 287 723
Cotisations de l'Organisation	5 703 227	4 575 446
Transferts de la caisse de prévoyance des bureaux extérieurs	161 916	44 493
Remboursements des prêts au logement	230 033	490 268
	<hr/> 8 946 790	<hr/> 7 397 930
<b>RETRAITS</b>		
Retraits du personnel à la cessation de service	2 071 322	1 849 506
Prêts au logement	616 794	752 169
Transferts à la caisse de prévoyance en CHF	48 204	427 941
	<hr/> 2 736 320	<hr/> 3 029 616
<b>COTISATIONS DU PERSONNEL DES BUREAUX EXTERIEURS</b>		
Cotisations nettes du personnel en provenance des bureaux extérieurs et vers ceux-ci	360 289	425 926
<b>TOTAL NET DES COTISATIONS DE L'ANNEE</b>	<hr/> <b>6 570 759</b>	<hr/> <b>4 794 240</b>
<b>Epargne du personnel en début d'année</b>	39 748 112	34 247 072
<b>Cotisations nettes</b>	6 570 759	4 794 240
<b>Recettes nettes (dépenses)</b>	( 172 781)	706 800
<b>Epargne du personnel en fin d'année</b>	<hr/> <b>46 146 090</b>	<hr/> <b>39 748 112</b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>RECETTES</b>		
Intérêts sur comptes courants	32	1 014
Intérêts sur comptes de dépôts	221 327	324 303
Revenus des fonds confiés à des gestionnaires	349 003	877 700
Dividendes sur les fonds communs de placement	207	0
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 3)	63 574	95 414
	<u>634 143</u>	<u>1 298 431</u>
<b>DEPENSES</b>		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 2)	34 698	16 139
Commission de gestion des portefeuilles (Fonds confiés à des gestionnaires)	76 909	74 929
	<u>111 607</u>	<u>91 068</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION</b>	<b><u>522 536</u></b>	<b><u>1 207 363</u></b>
<b>REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)</b>		
Fonds confiés à des gestionnaires - Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	21 524	196 093
Fonds communs de placement - Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	( 716 841)	( 696 656)
	<u>( 695 317)</u>	<u>( 500 563)</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION</b>	<b><u>( 172 781)</u></b>	<b><u>706 800</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**  
**NOTES**

	2002 USD	2001 USD
<b>1. Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs</b>		
Liquidités et dépôts à court terme	17 833 413	18 936 173
Obligations	5 172 269	3 775 891
	23 005 682	22 712 064

Les fonds confiés à des gestionnaires comprennent un portefeuille de titres de créance à échéance fixe géré par Gartmore Investment Management. Le portefeuille est passé d'un modèle axé sur les titres à moyen terme à un modèle « fonds marché monétaire » à court terme.

<b>2. Investissements dans des fonds communs de placement</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>
Pictet – Actions E-U	1 349 557	2 229 593	1 606 173	2 053 583
Pictet – Actions marché mondial hormis Am. Nord	1 466 071	2 414 310	1 666 697	2 330 772
UBS – Fonds mixte A en dollars	71 812	71 900	5 146	5 183
	2 887 440		3 278 016	

Les membres de la caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les pertes réalisées découlant de la vente de fonds communs sont imputées séparément au compte de recettes et de dépenses et débitées du compte du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet.

**3. Compte réciproque de l'OIM**

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à/de l'OIM et à/de la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U et en francs suisses en cours d'année. En 2002, ce taux était de 1,70 %, contre 4,05 % en 2001.

**4. Réévaluations**

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs et de leurs valeurs du marché respectives.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS**

		2002 USD		2001 USD	
		<u>%</u>	<u>Montant</u>	<u>%</u>	<u>Montant</u>
<b>RENDEMENT TOTAL</b>					
Avant réévaluation	a	1.191	522 536	a	3.266 1 207 363
Après réévaluation	a	-0.402	( 172 781)	a	1.929 706 800
<b>PLACEMENTS DE BASE (CORE FUND)</b>					
<b>Fonds gérés au plan interne</b>					
Liquidités et dépôts à court terme	b	1.850	221 359	b	3.921 325 317
Compte réciproque de l'OIM	c	1.700	63 574	c	4.050 95 414
<b>Fonds gérés au plan externe</b>					
Liquidités et dépôts à court terme	b	2.666	405 660	b	5.253 867 520
Obligations	b	-0.606	( 35 134)	b	5.061 206 273
<b>FONDS COMMUNS DE PLACEMENT</b>					
Pictet – Actions E-U	d	-20.201	( 432 626)	d	-13.298 ( 253 074)
Pictet – Actions marché mondial hormis Am. Nord	d	-11.977	( 284 164)	d	-20.142 ( 443 545)
UBS – Fonds mixte A en dollars	d	0.132	( 51)	d	-0.7139 ( 37)

Les pourcentages indiqués ci-dessus sont calculés comme suit:

- Gain ou perte annuel(le) exprimé(e) en pourcentage du solde annuel moyen après ajustement du montant moyen des nouveaux investissements de l'année.
- Gain annuel exprimé en pourcentage du solde mensuel moyen.
- Taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.
- Gain ou perte total(e) exprimé(e) en pourcentage du coût unitaire annuel moyen.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****INFORMATION COMPARATIVE****Taux bancaires sur dépôts**

Taux LIBOR sur dépôts en USD à 3 mois	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<i>%</i>	<i>%</i>
31 mars	2.03	4.87
30 juin	1.86	3.84
30 septembre	1.79	2.59
31 décembre	1.38	1.88

**Mouvements boursiers**

	<b>2002</b>		<b>2001</b>	
	Indice 31.12.2002	<i>Evolution depuis le 1.1.2002 (%)</i>	Indice 31.12.2001	<i>Evolution depuis le 1.1.2001 (%)</i>
Indice Dow Jones (Etats-Unis)	8 342	-16.76	10 022	-7.10
Indice FTSE (Royaume-Uni)	3 940	-24.48	5 217	-16.15
Indice Nikkei (Japon)	8 579	-18.63	10 543	-23.52
Indice SSMI (Suisse)	4 631	-27.84	6 418	-21.11

**Historique des rendements de la Caisse de  
prévoyance de l'OIM en dollars E-U**

Année	Placements de base	Fonds communs	Ensemble
	<i>%</i>	<i>%</i>	<i>%</i>
<b>2002</b>	1.43	-17.43	-0.40
<b>2001</b>	4.26	-17.65	1.93
<b>2000</b>	6.57	-10.70	4.98
<b>1999</b>	1.41	-	1.41
<b>1998</b>	7.63	-	7.63
<b>1997</b>	5.59	-	5.59
<b>1996</b>	5.51	-	5.51
<b>1995</b>	5.52	-	5.52
<b>1994</b>	4.89	-	4.89
<b>1993</b>	5.03	-	5.03
<b>1992</b>	5.38	-	5.38
<b>1991</b>	7.92	-	7.92
<b>1990</b>	9.58	-	9.58

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b>ACTIF</b>		
Comptes courants	15 018	108 406
Comptes de dépôt	5 053 132	7 245 534
Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs (Note 1)	21 202 043	18 915 318
Investissements dans des fonds communs de placement (Note 2)	3 108 635	4 052 388
Intérêts acquis	1 887	10 958
Compte réciproque de l'OIM (Note 3)	795 886	617 285
Compte réciproque – Caisse de prévoyance en USD	18 555	0
Autres débiteurs (Note 5)	55 717	0
Recouvrable des revenus à la source	150 614	252 052
	<hr/>	<hr/>
	30 401 487	31 201 941
	<hr/>	<hr/>
<b>PASSIF</b>		
Compte réciproque de la Caisse de prévoyance en USD	0	165 102
	<hr/>	<hr/>
	0	165 102
	<hr/>	<hr/>
<b>ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE</b>	<b>30 401 487</b>	<b>31 036 839</b>
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>
Constitué de l'		
<b>EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL</b>	<b>30 401 487</b>	<b>31 036 839</b>
	<hr/> <hr/>	<hr/> <hr/>



**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2002**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b>COTISATIONS</b>		
Cotisations du personnel	989 944	882 729
Cotisations de l'Organisation	1 979 889	1 766 007
Transferts reçus des comptes de la caisse en USD	82 800	719 665
Remboursements des prêts au logement	249 343	273 415
	<u>3 301 976</u>	<u>3 641 816</u>
<b>RETRAITS</b>		
Retraits du personnel à la cessation de service	2 202 668	1 293 726
Prêts au logement	863 607	454 453
	<u>3 066 275</u>	<u>1 748 179</u>
<b>COTISATIONS TOTALES NETTES DE L'ANNEE</b>	<b><u>235 701</u></b>	<b><u>1 893 637</u></b>
<b>Epargne du personnel en début d'année</b>	31 036 839	29 298 308
<b>Cotisations nettes</b>	235 701	1 893 637
<b>Recettes nettes (dépenses)</b>	( 871 053)	( 155 106)
<b>Epargne du personnel en fin d'année</b>	<b><u>30 401 487</u></b>	<b><u>31 036 839</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	<b>2002</b>	<b>2001</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b>RECETTES</b>		
Intérêts sur comptes courants	36	880
Intérêts sur compte de dépôt	70 816	174 407
Revenus des fonds confiés à des gestionnaires	259 491	520 433
Dividendes sur fonds communs de placement	7 246	2 806
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 3)	14 519	62 393
	<hr/> 352 108	<hr/> 760 919
<b>DEPENSES</b>		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 2)	0	4 342
Commission de gestion des portefeuilles (Note 5)	5 311	55 327
	<hr/> 5 311	<hr/> 59 669
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION</b>	<hr/> <b>346 797</b>	<hr/> <b>701 250</b>
<b>REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)</b>		
Fonds confiés à des gestionnaires -		
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	( 13 365)	90 115
Fonds communs de placement -		
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)	(1 204 485)	( 946 471)
	<hr/> (1 217 850)	<hr/> ( 856 356)
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION</b>	<hr/> <b>( 871 053)</b>	<hr/> <b>( 155 106)</b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****NOTES**

	2002 CHF	2001 CHF
<b>1. Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs</b>		
Liquidité et dépôts à court-terme	21 202 043	16 596 468
Obligations	0	2 318 850
	21 202 043	18 915 318
	21 202 043	18 915 318

Les fonds confiés à des gestionnaires comprennent un portefeuille de titres de créances à échéance fixe géré par Pictet and Cie. Le portefeuille est passé d'un modèle axé sur les titres à moyen terme à un modèle "fonds marché monétaire" à court terme.

<b>2. Investissements dans des fond communs de placement</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>
Pictet Valsuisse	1 228 683	2 126 059	1 655 526	2 080 226
Pictet Global Equities	1 644 306	3 147 379	2 210 410	2 990 180
IST Mixta Optima	235 646	244 380	186 452	186 680
	3 108 635		4 052 388	
	3 108 635		4 052 388	

Les membres de la caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les pertes réalisées découlant de la vente de fonds communs sont imputées séparément au compte de recettes et de dépenses et débitées du compte du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet.

**3. Compte réciproque de l'OIM**

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à/de l'OIM et à/de la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U et en francs suisses en cours d'année. En 2002, ce taux était de 1.70 % contre 4.05 % en 2001.

**4. Réévaluations**

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs à leurs valeurs du marché respectives.

**5. Autres débiteurs / commission de gestion des portefeuilles**

Dans le courant de l'année, un montant de 55.717 CHF a été remboursé à l'OIM en raison d'un calcul erroné de la commission de gestion des portefeuilles. Ce montant sera ajouté en 2003 au portefeuille des fonds gérés comme indiqué dans le bilan en regard du poste "Autres débiteurs". Pour 2002, cet ajustement entraîne une réduction totale de 5.311 CHF de la commission de gestion.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS**

		<u>%</u>	<u>2002</u> <u>CHF</u> <u>Amount</u>		<u>2001</u> <u>CHF</u> <u>Amount</u>
<b>RENDEMENT TOTAL</b>					
Avant réévaluation	a	1.071	346 797	a	2.292 701 250
Après réévaluation	a	-2.796	( 871 053)	a	-0.513 ( 155 106)
<b>PLACEMENTS DE BASE</b> <b>(CORE FUND)</b>					
<b>Fonds gérés au plan interne</b>					
Liquidités et dépôts à court terme	b	1.150	70 852	b	2.904 175 287
Compte réciproque de l'OIM	c	1.700	14 519	c	4.050 62 393
<b>Fonds gérés au plan externe</b>					
Liquidités et dépôts à court terme	b	1.049	189 614	b	1.434 160 372
Obligations	b	2.813	56 512	b	6.002 450 236
<b>FONDS COMMUNS DE PLACEMENT</b>					
Pictet - Valsuisse	d	-22.475	( 472 675)	d	-21.740 ( 428 095)
Pictet - Global Equities	d	-23.570	( 723 303)	d	-18.201 ( 518 149)
IST - Mixta Optima	d	-0.122	( 8 507)	d	-0.122 ( 227)

Les pourcentages indiqués ci-dessus sont calculés comme suit:

- Gain ou perte annuel(le) exprimé(e) en pourcentage du solde annuel moyen après ajustement du montant moyen des nouveaux investissements de l'année.
- Gain annuel exprimé en pourcentage du solde mensuel moyen.
- Taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.
- Gain ou perte total(e) exprimé(e) en pourcentage du coût unitaire annuel moyen.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****INFORMATION COMPARATIVE****Taux bancaire sur dépôts**

Taux LIBOR sur dépôts en CHF à 3 mois	2002	2001
	%	%
31 mars	1.63	3.32
30 juin	1.24	3.24
30 septembre	0.75	2.28
31 décembre	0.62	1.84

**Mouvements boursiers**

	2002		2001	
	Indice 31.12.2002	Evolution depuis le 1.1.2002 (%)	Indice 31.12.2001	Evolution depuis le 1.1.2001 (%)
Indice Dow Jones (Etats-Unis)	8 342	-16.76	10 022	-7.10
Indice FTSE (Royaume-Uni)	3 940	-24.48	5 217	-16.15
Indice Nikkei (Japon)	8 579	-18.63	10 543	-23.52
Indice SSMI (Suisse)	4 631	-27.84	6 418	-21.11

**Historique des rendements de la Caisse de  
prévoyance de l'OIM en francs suisses**

Année	Placements de base	Fonds communs	Ensemble
	%	%	%
2002	1.23	-22.97	-2.80
2001	3.07	-19.80	-0.51
2000	2.64	10.41	1.52
1999	-0.61	-	-0.61
1998	1.53	-	1.53
1997	2.58	-	2.58
1996	1.89	-	1.89
1995	3.21	-	3.21
1994	4.13	-	4.13
1993	5.73	-	5.73
1992	8.07	-	8.07
1991	8.04	-	8.04
1990	8.18	-	8.18

**RAPPORT DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES  
CONCERNANT LA CAISSE DE PREVOYANCE DE L'OIM****MISSION DE VERIFICATION ET OBJET**

Nous avons vérifié le Rapport financier et les états de la caisse de prévoyance de l'OIM pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002. Les états spécifiques tels que vérifiés par nous sont joints en appendice 15 au Rapport financier de l'exercice clôturé le 31 décembre 2002. C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé, par sondage, à un examen des pièces comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectués par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

**OPINION**

A notre avis, les états financiers donnent une image exacte et fidèle, à tous égards importants, de la situation financière de la Caisse de prévoyance de l'OIM au 31 décembre 2002 et des résultats de ses opérations pour l'année écoulée.

Rune Kristiansen

Ingvil B. Hillestad

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège

3 avril 2003